



Office national
de l'énergie

National Energy
Board

Motifs de décision

**Kinder Morgan Canada
Company**

**Pipeline Windsor-Sarnia
Révision aux termes de
l'article 21 et demandes
en vertu de l'article 71**

MH-1-2009

Avril 2010

Demande de service

Canada

Motifs de décision

Relativement à

Kinder Morgan Canada Company

Demande du 31 mars 2009 visant la révision de l'ordonnance MO-04-2009 de l'Office et demandes présentées en vertu de l'article 71 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* (Loi sur l'ONÉ) afin de contraindre Dome NGL Pipeline Ltd. à fournir le service sur le pipeline Windsor-Sarnia.

MH-1-2009

Avril 2010

Autorisation de reproduction

Le contenu de cette publication peut être reproduit à des fins personnelles, éducatives et/ou sans but lucratif, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission de l'Office national de l'énergie, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, que l'Office national de l'énergie soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec l'Office national de l'énergie ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à : info@neb-one.gc.ca

Permission to Reproduce

Materials may be reproduced for personal, educational and/or non-profit activities, in part or in whole and by any means, without charge or further permission from the National Energy Board, provided that due diligence is exercised in ensuring the accuracy of the information reproduced; that the National Energy Board is identified as the source institution; and that the reproduction is not represented as an official version of the information reproduced, nor as having been made in affiliation with, or with the endorsement of the National Energy Board.

For permission to reproduce the information in this publication for commercial redistribution, please e-mail: info@neb-one.gc.ca

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada 2010
représentée par l'Office national de l'énergie

N° de cat. NE22-1/2010-4F
ISBN 978-1-100-94122-6

Ce rapport est publié séparément dans les deux langues officielles. On peut obtenir cette publication sur supports multiples, sur demande.

Demandes d'exemplaires :

Bureau des publications
Office national de l'énergie
444, Septième Avenue S.-O.
Calgary (Alberta) T2P 0X8
Courrier électronique : publications@neb-one.gc.ca
Fax : 403-292-5576
Téléphone : 403-299-3562
1-800-899-1265

Des exemplaires sont également disponibles à la bibliothèque de l'Office
(rez-de-chaussée)

Imprimé au Canada

©Her Majesty the Queen in Right of Canada 2010 as
represented by the National Energy Board

Cat No. NE22-1/2010-4E
ISBN 978-1-100-15290-5

This report is published separately in both official languages. This publication is available upon request in multiple formats.

Copies are available on request from:

The Publications Office
National Energy Board
444 Seventh Avenue S.W.
Calgary, Alberta, T2P 0X8
E-Mail: publications@neb-one.gc.ca
Fax: 403-292-5576
Phone: 403-299-3562
1-800-899-1265

For pick-up at the NEB office:
Library
Ground Floor

Printed in Canada

Table des matières

Liste des figures.....	ii
Liste des annexes.....	ii
Liste des sigles et des abréviations.....	iii
Exposé et comparutions.....	iv
1. Introduction.....	1
1.1 Les demandes.....	1
1.2 Désactivation du pipeline Windsor-Sarnia	1
1.3 Processus d'audience MH-1-2009	2
2. Historique et contexte de l'installation	3
2.1 Historique du pipeline Cochin et du pipeline Windsor-Sarnia	3
2.2 Description des installations	4
2.2.1 Pipeline Windsor-Sarnia.....	4
2.2.2 Pipeline Cochin au terminal de Windsor	5
2.2.3 Réseau de livraison de l'Est.....	5
2.2.4 Terminal de Windsor	5
2.2.5 Installation de stockage en coentreprise de Windsor	5
2.2.6 Latéral NPS 4 de NOVA à Corunna	6
2.2.7 Exploitation des installations	6
3. Article 71 de la Loi sur l'Office national de l'énergie	7
3.1 Cadre législatif.....	7
3.2 Opinions des parties.....	8
3.2.1 Devoirs à titre de transporteur public.....	8
3.2.2 Devoir de transporter le pétrole offert pour transport.....	9
3.2.3 Fourniture d'installations suffisantes et convenables	10
3.2.4 Fardeau de la fourniture d'installations	12
4. Marchés et transport	13
4.1 Offre	13
4.2 Marchés.....	14
4.3 Solutions de rechange au PWS	14
4.3.1 Réseau de livraison de l'Est.....	15
4.3.2 Coûts pour les expéditeurs	16
4.3.3 Autres solutions	17
5. Ententes commerciales	18
5.1 Entente d'utilisation et entente de coentreprise	18
5.2 Considérations tarifaires	18
5.3 Incidences commerciales éventuelles	19
5.4 Moment opportun pour discuter du tarif	20
6. Révision de l'ordonnance de désactivation.....	21

7.	Opinion de l'Office.....	22
7.1	Devoirs à titre de transporteur public.....	22
7.2	Marchés et transport.....	22
7.2.1	Offre et intérêt du marché.....	22
7.2.2	Autres solutions de transport	23
7.3	Fourniture du service sur le PWS	24
7.3.1	État de l'ordonnance MO-04-2009	24
7.3.2	Transport de LGN sur le PWS	24
7.3.3	Fourniture d'installations suffisantes et convenables	25
7.4	Ententes commerciales et délai	26
7.5	Conclusion	27
8.	Dispositif	28

Liste des figures

2-1	Schéma des installations Windsor-Sarnia.....	4
-----	--	---

Liste des annexes

I	Lettre et ordonnance MO-04-2009 de l'Office	29
II	Lettre de l'Office ayant pour objet de refuser la demande de sursis de Kinder Morgan.....	34
III	Lettre de l'Office ayant pour objet d'accorder la demande de révision de Kinder Morgan.....	35
IV	Liste des questions	37
V	Dispositions législatives.....	38
VI	Opinions des parties sur les installations requises	40
VII	Ordonnance RO-MO-04-2009 de l'Office.....	42
VIII	Ordonnance MO-06-2010 de l'Office	43

Liste des sigles et des abréviations

b/j	barils par jour
BP	BP Canada Energy Resources Company
Cochin	Cochin Pipe Lines Ltd. et Kinder Morgan Cochin ULC
CUP	Certificat d'utilité publique délivré aux termes de l'article 52 de la Loi sur l'ONÉ afin d'autoriser la construction et l'exploitation d'une installation.
demandes	Demandes adressées à l'Office en vertu de plusieurs dispositions de la <i>Loi sur l'Office national de l'énergie</i> , soit les paragraphes 21(1), 71(1) et 71(3), et l'article 59.
demandeur, Kinder Morgan	Kinder Morgan Canada Company
Dome	Dome NGL Pipeline Ltd.
Dow	Dow Chemical Canada ULC, anciennement Dow Chemical Canada Inc.
Imperial	Imperial Oil Resources et ExxonMobil Canada
installation Dow	Installation de stockage de Dow à Sarnia, acquise par Provident Energy Trust en décembre 2009
ISCW	installation de stockage en coentreprise de Windsor
km	kilomètre
LGN	liquides de gaz naturel
<i>Loi</i> ou Loi sur l'ONÉ	<i>Loi sur l'Office national de l'énergie</i>
mm	millimètre
NOVA	NOVA Chemicals Corporation
NPS	diamètre nominal de tube (de l'anglais <i>nominal pipe size</i>)
Office ou ONÉ	Office national de l'énergie
pipeline Cochin	pipeline Cochin allant de Fort Saskatchewan à Windsor
PWS	pipeline Windsor-Sarnia ou pipeline Windsor-Dow
réseau pipelinier Cochin	pipeline Cochin et pipeline Windsor-Sarnia
RLE	réseau de livraison de l'Est
RPT-99	<i>Règlement de 1999 sur les pipelines terrestres</i>
utilisateurs	Dome et Kinder Morgan, en vertu de l'accord d'utilisation

Exposé et comparutions

RELATIVEMENT À la *Loi sur l'Office national de l'énergie* et à ses règlements d'application;

PAR SUITE D'une demande datée du 31 mars 2009 que Kinder Morgan Canada Company a déposée auprès de l'Office national de l'énergie, dans le dossier OF-Fac-Oil-D128-2008-03 03, pour solliciter diverses mesures, soit la révision et la modification de l'ordonnance MO-04-2009 en vertu du paragraphe 21(1) de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*; une ordonnance contraignant Dome à recevoir, transporter et livrer des liquides de gaz naturel sur le pipeline Windsor-Sarnia, en vertu de l'article 71 de la *Loi*, y compris la mise en place d'installations pour la réception de ces liquides de gaz naturel, et une ordonnance contraignant Dome à déposer un tarif de transport des liquides de gaz naturel sur le pipeline, en application de l'article 59 de la *Loi*;

CONFORMÉMENT À l'ordonnance d'audience MH-1-2009 datée du 17 juillet 2009;

ENTENDUE à Calgary (Alberta), les 19, 20, 21, 22 et 26 janvier 2010.

DEVANT :

G. A. Habib	Membre présidant l'audience
R. George	Membre
L. Mercier	Membre

Comparutions

Participants

Témoins

Demandeur

R. Block, c.r. A. Ross	Kinder Morgan Canada Company
---------------------------	------------------------------

P. Dito
D. Lindley
D. Rial
R. Côté

Intervenants

D. A. Holgate	Dome NGL Pipeline Ltd.
R. R. Moore	Imperial Oil Resources et Exxon Mobil Canada

D. Moe
P. Cahill

J.H. Smellie	NOVA Chemicals Corporation
--------------	----------------------------

G. Engbloom
G. Flint
A. Broenink

M. Haug	Office national de l'énergie
---------	------------------------------

Chapitre 1

Introduction

1.1 Les demandes

Le 31 mars 2009, Kinder Morgan Canada Company (Kinder Morgan) a déposé auprès de l'Office national de l'énergie (l'Office ou l'ONÉ) des demandes en vertu de plusieurs articles de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* (la Loi ou la Loi sur l'ONÉ) en vue d'obtenir ce qui suit relativement au pipeline Windsor-Sarnia (PWS), exploité par Dome LGN Pipeline Ltd. (Dome)¹ :

- une révision de l'ordonnance MO-04-2009 de l'Office, en vertu du paragraphe 21(1);
- une ordonnance contraignant Dome à recevoir, transporter et livrer des liquides de gaz naturel (LGN) sur le PWS, jusqu'à hauteur de sa capacité, en vertu du paragraphe 71(1);
- une ordonnance obligeant Dome à fournir les installations suffisantes et convenables pour la réception des LGN sur le PWS, en vertu du paragraphe 71(3);
- une ordonnance contraignant Dome à déposer un tarif pour le transport des LGN sur le PWS, en vertu de l'article 59 de la *Loi*;
- d'autres mesures que Kinder Morgan peut demander ou que l'Office peut juger opportunes.

Dans le cours de l'audience, Kinder Morgan a modifié les mesures sollicitées, demandant notamment qu'aux termes de l'article 59 de la *Loi*, l'Office ordonne à Dome de préparer et soumettre, moyennant approbation de Kinder Morgan, un tarif de transport de LGN sur le PWS et, en supposant que cette autorisation soit donnée, de soumettre le tarif à l'Office.

NOVA Chemicals Corporation (NOVA), en tant qu'intervenant à l'instance, a exprimé son intérêt pour le service de transfert direct de LGN sur le PWS, à une capacité initiale de 13 000 barils par jour (b/j), pour passer jusqu'à 40 000 b/j, sans utiliser les cavernes de stockage de l'installation de stockage en coentreprise de Windsor (ISCW).

1.2 Désactivation du pipeline Windsor-Sarnia

Le 23 décembre 2008, Dome a demandé la désactivation du PWS, aux termes du paragraphe 44(1) du *Règlement de 1999 sur les pipelines terrestres* (RPT-99). Le PWS n'avait pas transporté de produits depuis mars 2006. Le 10 février 2009, l'Office a rendu l'ordonnance MO-04-2009 autorisant sa désactivation, le pipeline étant inactif depuis douze mois (voir l'annexe I).

¹ Dome a également désigné le pipeline Windsor-Dow par l'acronyme PWS dans sa demande de désactivation du 23 décembre 2008.

Le 12 mars 2009, Kinder Morgan a déposé une demande de sursis de l'ordonnance MO-04-2009. Après avoir reçu les commentaires de NOVA, d'Imperial Oil Resources et Exxon Mobil Canada (Imperial) et de Dome, l'Office a conclu que Kinder Morgan ne subirait pas de tort irréparable si le sursis n'était pas accordé et il a refusé sa demande (voir l'annexe II).

Kinder Morgan a ultérieurement déposé ses demandes aux termes de l'article 59 et des paragraphes 21(1), 71(1) et 71(3) de la Loi. En ce qui concerne la demande de révision en vertu du paragraphe 21(1), l'Office a jugé que la demande de désactivation ne tenait pas suffisamment compte des préoccupations non résolues des expéditeurs potentiels à l'égard du service sur le pipeline. L'Office a conclu que Kinder Morgan avait soulevé un doute quant au bien-fondé de la décision de rendre l'ordonnance MO-04-2009 et il a décidé de procéder à une révision (voir l'annexe III).

1.3 Processus d'audience MH-1-2009

Le 17 juillet 2009, l'Office a rendu l'ordonnance d'audience MH-1-2009 établissant le processus à suivre pour examiner les demandes. L'ordonnance d'audience renfermait la liste des questions que l'Office se proposait d'examiner lors de l'évaluation de la demande. L'Office n'a reçu aucuns commentaires. La liste des questions figure à l'annexe IV des présents Motifs. L'avis d'audience a été publié dans neuf journaux à caractère national, régional ou local.

La partie orale de l'audience publique a eu lieu les 19, 20, 21, 22 et 26 janvier 2010 à Calgary (Alberta).

Les intervenants à l'audience étaient Dome, NOVA, Dow Chemical Canada ULC (anciennement Dow Chemical Canada Inc.) et Imperial. Dow a fait savoir qu'elle avait vendu son installation de Sarnia à Provident Energy et elle a retiré son intervention avant l'audience orale.

Chapitre 2

Historique et contexte de l'installation

2.1 Historique du pipeline Cochin et du pipeline Windsor-Sarnia

En 1974, le certificat d'utilité publique (CUP) OC-29 a été délivré à Cochin Pipe Lines Ltd. (Cochin) en vue de la construction, de l'exploitation et de l'entretien du réseau pipelinier Cochin (le réseau Cochin) destiné à transporter de l'éthane, de l'éthylène, du butane, du propane et des LGN de l'Alberta jusqu'à son terminal de Sarnia en passant par des points intermédiaires au Canada et aux États-Unis. Pour assurer la construction, l'exploitation et l'entretien de son réseau, Cochin a conclu une entente de coentreprise en 1976 avec Dow Pipeline Ltd. et l'Alberta Gas Trunk Line (Canada) Limited.

Le 1^{er} novembre 1979, Cochin a conclu une entente d'utilisation à des fins commerciales avec d'autres parties à l'entente de coentreprise ou leurs ayants droit. L'entente d'utilisation avait pour but d'énoncer clairement les modalités par lesquelles une partie posséderait et exploiterait le PWS au nom de tous les utilisateurs. Les parties à l'entente d'utilisation sont appelées les utilisateurs – qui ne sont ni des expéditeurs ni des propriétaires – et ils ont certains droits et responsabilités en ce qui concerne les droits et les coûts : il en sera question plus loin. Kinder Morgan détient une participation de 49,76205 % et Dome une participation de 50,23795 % en qualité d'utilisateurs, sous l'effet combiné de l'entente d'utilisation et de l'entente de coentreprise.

Les parties à l'entente de coentreprise sont actuellement Kinder Morgan Canada Company et Kinder Morgan Cochin ULC. Les parties à l'entente d'utilisation sont actuellement Dome et Kinder Morgan Canada Company. Les dispositions de l'entente de coentreprise s'appliquent mutatis mutandis² aux droits d'usage prévus dans l'entente d'utilisation.

En 1979, l'Office a rendu l'ordonnance AO-3-OC-29 autorisant Cochin à échanger la canalisation de 10 po autorisée par le CUP OC-29 pour une canalisation existante de 12 po appartenant à Dome sur la même emprise. La canalisation de 12 po est maintenant connue sous le nom de PWS et celle de 10 po sous le nom de réseau de livraison de l'Est (RLE).

En 2007, Kinder Morgan, déjà propriétaire partiaire, a acquis le réseau Cochin en rachetant les actions restantes de Cochin Pipe Lines Ltd. à BP Canada Energy Resources Company (BP). Le nom de Cochin Pipe Lines Ltd. a alors été changé pour Kinder Morgan Cochin ULC.

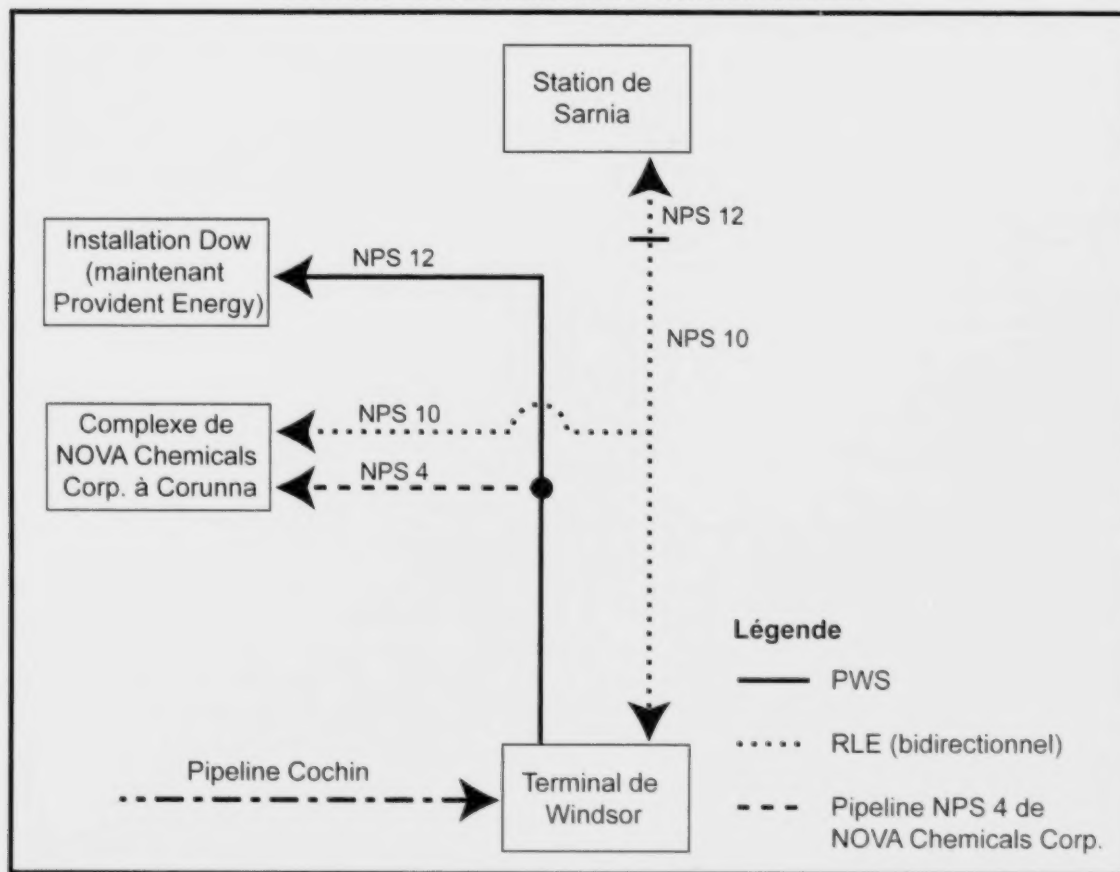
Par la suite, Kinder Morgan Cochin ULC a transféré le PWS à Dome, une filiale en propriété exclusive de BP. L'approbation de l'Office a été sollicitée et obtenue pour le transfert de propriété en vertu de l'ordonnance MO-07-2007. Le 6 décembre 2007, le gouverneur en conseil a délivré à Dome un nouveau CUP, l'OC-52, pour le PWS.

2 Avec les adaptations nécessaires

2.2 Description des installations

Vous trouverez ci-dessous une brève description du PWS et des installations connexes dont il a été question à l'instance. La figure 2-1 donne un aperçu des diverses installations du réseau Windsor-Sarnia et du lien qui existe entre elles.

Figure 2-1
Schéma des installations Windsor-Sarnia



2.2.1 Pipeline Windsor-Sarnia

Le PWS, qui appartient à Dome est une canalisation d'un diamètre nominal extérieur de 323,9 millimètres (mm) (NPS 12) qui s'étend sur environ 133 kilomètres (km) et est constitué de 13 vannes de sectionnement espacées. Le PWS commence à une vanne située au terminal de Windsor près de Windsor (Ontario). Il compte deux points de livraison : le premier situé près de la borne kilométrique 123 au point de raccordement avec le pipeline NPS 4 de NOVA, qui livre aux installations chimiques de NOVA à Corunna. Le PWS finit au deuxième point de livraison,

soit à l'installation de stockage de Dow Chemical près de Sarnia (Ontario)³. Le PWS a été conçu à l'origine pour transporter de l'éthylène, de l'éthane, du propane, du butane et des LGN mélangés. L'entrée du PWS est raccordée au pipeline Cochin au terminal de Windsor et n'est actuellement pas aménagée pour recevoir des livraisons d'un autre pipeline ou d'une autre installation.

2.2.2 Pipeline Cochin au terminal de Windsor

Le pipeline Cochin a son aboutissement au terminal de Windsor. Cochin possède ou loue des installations au terminal de Windsor, dont il a besoin pour les livraisons directes au PWS ou aux cavernes de stockage de l'ISCW. Cochin loue également la caverne I-4 pour le stockage des matières d'interface à livrer par lots. Le bail de Cochin pour la location de la caverne I-4 viendra à échéance à la fin de 2010.

2.2.3 Réseau de livraison de l'Est

Le Réseau de livraison de l'Est (RLE) est un réseau pipelinier de LGN bidirectionnel qui appartient à Dome. Il s'étend sur une longueur de 134 km environ entre le terminal de Windsor et la station de pompage de Sarnia, et longe le PWS pour la majeure partie de cette distance. Il a un latéral de 273,1 mm (NPS 10) situé à environ 11 km de la station de pompage de Sarnia, qui livre au complexe de NOVA à Corunna. Il n'y a pas de raccordement avec les cavernes de stockage de Dow. Le RLE fonctionne selon le système de livraison par lots et il est bidirectionnel, c'est-à-dire qu'il transporte des LGN vers le nord à partir du terminal de Windsor jusqu'au complexe de Corunna et la station de pompage de Sarnia, et inversement vers le sud.

2.2.4 Terminal de Windsor

Le terminal de Windsor, exploité par BP, possède les installations nécessaires à la réception, au pompage, aux opérations de terminal et à l'entreposage des composants de LGN et des mélanges de LGN. Il comprend des installations de terminal reliées au pipeline Cochin, des installations liées à l'entrée au PWS, les cavernes de stockage louées à bail de l'ISCW, le raccordement au RLE bidirectionnel et d'autres installations de réception, de terminal et de stockage.

2.2.5 Installation de stockage en coentreprise de Windsor

L'installation de stockage en coentreprise de Windsor (ISCW) est une entente commerciale conclue entre BP, NOVA et Dow visant à louer et partager trois cavernes de stockage de LGN au terminal de Windsor. Ces cavernes sont aménagées pour recevoir les livraisons du pipeline Cochin. Les cavernes E-1, E-3 et E-5 servent de réservoirs de dégagement pour les livraisons en provenance du pipeline Cochin. À l'heure actuelle, les cavernes sont en mesure de faire des livraisons par lots par le RLE, mais pas par le PWS car il n'y a pas de raccordement entre ces cavernes et le PWS. Les baux portant sur ces trois cavernes viendront à échéance à la fin de 2010 et celles-ci retourneront alors à BP. Actuellement, à l'exception de l'E-3, les cavernes ne sont pas en service; elles auraient besoin d'entretien et de réparations avant d'être remises en service.

³ Dans les présents Motifs, l'installation Dow à Sarnia, maintenant propriété de Provident Energy, est appelée l'installation Dow.

2.2.6 Latéral NPS 4 de NOVA à Corunna

Le pipeline latéral NPS 4 de NOVA, d'une longueur de 4 km environ, relie le PWS aux installations et aux réservoirs de stockage de son complexe de Corunna. Avant 2007, ce latéral transportait principalement de l'éthylène en provenance du PWS. Il est actuellement hors service et nécessitera des modifications avant d'être réactivé pour transporter des LGN.

2.2.7 Exploitation des installations

Avant 2007, le terminal de Windsor recevait des livraisons du pipeline Cochin, sous forme principalement d'éthane et d'éthylène expédiés par lots. Les livraisons par lots d'éthylène étaient transférées directement du pipeline Cochin au PWS dans un débit continu. Le PWS transportait de l'éthylène au complexe de NOVA à Corunna et aux installations de stockage de Dow. Les livraisons d'éthane par lots du pipeline Cochin étaient expédiées directement à l'une des trois cavernes de l'ISCW. Les matières d'interface mélangées⁴ séparant les lots d'éthane et les lots d'éthylène étaient envoyées dans une caverne louée par Cochin et désignée comme étant la caverne I-4. Les matières d'interface mélangées et les lots d'éthane étaient ensuite expédiés par le RLE du terminal de Windsor au complexe de Corunna et à la station de pompage de Windsor.

⁴ Par matière d'interface, on entend la matière tampon utilisée pour séparer deux lots de produits différents dans un pipeline (p. ex., une matière d'interface/tampon de propane à côté d'un lot d'éthane-propane).

Chapitre 3

Article 71 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*

3.1 Cadre législatif

Le paragraphe 71(1) de la Loi oblige une société exploitant un pipeline destiné au transport du pétrole à recevoir, transporter et livrer tout le pétrole qui lui est offert pour transport par son pipeline, sous réserve des exemptions, conditions ou règlements imposés par l'Office. Le paragraphe ne fait pas expressément mention du transport public, mais il est généralement accepté qu'il évoque les devoirs de l'exploitant d'un pipeline pour transport public imposés par la common law. Le paragraphe 71(1) accorde à l'Office de larges pouvoirs mais, contrairement à certaines autres dispositions de la Loi, il ne précise pas les critères dont l'Office doit tenir compte.

Au cours de l'instance MH-4-96, l'Office a confirmé sa politique, énoncée à l'instance RH-4-84, par laquelle il a dit qu'une société transportant du pétrole par pipeline « (...) devrait avoir une obligation *prima facie* d'expédier tout le pétrole qui lui est offert, y compris les produits pétroliers, à moins qu'elle ne puisse convaincre l'Office que pour une certaine raison, par exemple la sécurité ou la capacité, elle est dans l'impossibilité de le faire »⁵. Les motifs invoqués à l'instance MH-4-96 ont également porté sur les pouvoirs judiciaires concernant le transport public :

(...) les tribunaux ont statué invariablement que les obligations d'un transporteur statuaire, en matière de prestation de services et d'installations, sont tempérées par des critères de rationalité. Cette approche juridictionnelle se voit dans le jugement que la Cour suprême du Canada a rendu dans la cause *Patchett & Sons Ltd. v. Pacific Great Eastern Railway Co.* (1959), 78 C.R.T.C. 282 (S.C.C.), où l'on définit comme suit l'obligation d'une compagnie de chemin de fer d'offrir des installations raisonnables dans le cadre de ses devoirs à titre de transporteur public :

[TRADUCTION] Des particuliers ont investi des capitaux qui sont sujets à des risques opérationnels; on ne saurait les obliger à s'exposer à la faillite et à plus que ce qu'ils ont accepté de faire dans le cadre de la prestation au public de services professionnels raisonnables. Sauf obligation expresse ou statuaire spéciale, ce critère s'applique à l'ensemble des activités du transporteur. Telle est la portée des devoirs qui incombent à un transporteur assujéti à la Loi.

Ce qui est important dans l'approche illustrée par la jurisprudence, c'est que l'observance des dispositions visant les transporteurs publics est déterminée au moyen d'un test de rationalité, soit un concept relatif. L'article 71 de la Loi sur l'ONÉ concorde avec cette approche de la common law en ce sens qu'il permet à l'Office d'adapter les obligations statutaires des gazoducs et des oléoducs en

5 MH-4-96, Motifs de décision, PanCanadian Petroleum Limited, Demande de service, février 1997, pages 12 et 13, concernant les Motifs de décision RH-4-84, Gulf Canada Limitée, décembre 1984.

fonction des circonstances particulières qui se présentent. Ainsi, l'Office peut soit élargir soit réduire les obligations statutaires imposées aux gazoducs, aux oléoducs et aux productoducs, pour ce qui concerne le transport du pétrole, du gaz ou d'autres produits⁶.

L'article 67 de la Loi interdit « de faire, à l'égard d'une personne ou d'une localité, des distinctions injustes quant aux droits, au service ou aux aménagements ». À l'exemple du paragraphe 71(1), cet article oblige l'exploitant d'un oléoduc à offrir un service aux mêmes conditions et modalités à toute partie désireuse d'expédier du pétrole par l'intermédiaire de son pipeline.

En vertu du paragraphe 71(3) de la Loi, l'Office peut, s'il l'estime utile à l'intérêt public et s'il juge qu'il n'en résultera pas un fardeau injustifié pour elle, obliger une société exploitant un pipeline destiné au transport d'hydrocarbures à fournir des installations suffisantes et convenables pour transporter des hydrocarbures.

Le lecteur trouvera à l'annexe V les dispositions de la Loi sur l'ONÉ et du RPT-99 qui sont pertinentes en l'espèce.

3.2 Opinions des parties

3.2.1 Devoirs à titre de transporteur public

La preuve et l'argumentaire des parties concernant le transport public portaient sur deux points principaux et interdépendants : d'une part, la question de savoir si le pipeline Cochin et le PWS constituent un seul réseau ou bien deux; d'autre part, l'incidence des dispositions contractuelles de l'entente de coentreprise et de l'entente d'utilisation. En résumé, Kinder Morgan s'opposait à ce que les expéditeurs n'utilisant pas le pipeline Cochin aient accès au PWS. Dome et NOVA étaient en faveur d'un tel accès, même si actuellement seul le pipeline Cochin est en mesure de livrer un produit au PWS.

Premièrement, Kinder Morgan a soutenu que le réseau Cochin et le PWS constituent un seul réseau. Selon elle, le PWS est le second segment du réseau Cochin. L'ordonnance AO-3-OC-29, rendue en 1979, incorporait le PWS dans le CUP OC-29 autorisant le réseau Cochin. Selon Kinder Morgan, l'entente d'utilisation et l'entente de coentreprise, qui prévoient que la capacité du PWS soit mise à la disposition des expéditeurs utilisant le pipeline Cochin, confirment que le PWS est le second segment du réseau Cochin. Kinder Morgan a ajouté que l'entente d'utilisation équivaut à un bail à long terme, reconnaissant toutefois qu'il n'a pas été demandé à l'Office d'approuver l'entente d'utilisation pour l'assimiler à un bail aux termes de l'alinéa 74(1)a) de la Loi lorsque l'intérêt légal dans le PWS a été transféré à Dome en 2007.

Dome a dit que le PWS avait été créé par le CUP OC-52 mais que la question de savoir si le PWS a déjà fait partie du réseau Cochin n'a rien à voir avec la question de savoir si le PWS devrait être réactivé et si le service devrait être fourni en vertu du paragraphe 71(1) de la Loi. NOVA a indiqué que lorsqu'il a délivré le CUP OC-52 à Dome, l'Office comprenait que le pipeline Cochin et le PWS seraient deux pipelines distincts appartenant à deux propriétaires distincts.

6 MH-4-96, Motifs de décision, page 13

Deuxièmement, même si Kinder Morgan a convenu que le PWS est un transporteur public, elle a interprété les devoirs de Dome à titre de transporteur public à la lumière des fondements contractuels du pipeline. Kinder Morgan a interprété l'application de la clause 4.3 de l'entente de coentreprise, avec adaptations de circonstance, aux droits d'utilisation prévus dans l'entente d'utilisation, dans le sens qu'elle requerrait que la capacité totale du PWS soit utilisée sous le régime du service de transporteur public par les expéditeurs utilisant le pipeline Cochin. La société a soutenu que pour fournir un service additionnel de manière que la capacité du PWS soit mise à la disposition d'autres entités que les expéditeurs utilisant le pipeline Cochin, il faudrait modifier l'entente d'utilisation. Dome a dit que l'entente d'utilisation continuerait de s'appliquer à Dome et à Kinder Morgan, mais elle n'y voyait aucun lien avec la réparation réglementaire recherchée par Kinder Morgan. NOVA a estimé mal fondée en droit la position de Kinder Morgan, qui soutient que les parties à une entente commerciale privée peuvent déterminer qui peut avoir accès à un pipeline réglementé par l'ONÉ.

Kinder Morgan a soutenu que si le produit devait devenir disponible par d'autres sources que le pipeline Cochin, l'Office devrait étudier la question à ce moment-là. Dome a affirmé que ses devoirs à titre de transporteur public en vertu du paragraphe 71(1) valent pour tous et non pas seulement pour les expéditeurs utilisant le pipeline Cochin. Dome a ajouté que si le PWS était réactivé, elle mettrait sa capacité à la disposition de tous les expéditeurs à titre de transporteur public. NOVA a fait observer que le pipeline Cochin et le PWS fonctionnent depuis longtemps comme s'il s'agissait d'un seul réseau. NOVA estime toutefois que les expéditeurs qui n'utilisent pas le pipeline Cochin devraient avoir accès au PWS et elle a exhorté l'Office à rendre une décision dès maintenant, pour éviter qu'on doive s'adresser à lui dès qu'une nouvelle source de LGN pour le PWS est proposée.

Pendant la partie orale de l'audience, l'Office a interrogé les témoins et l'avocat de Kinder Morgan à propos, respectivement, de la preuve et du droit concernant le transport public. Les témoins de Kinder Morgan ont reconnu qu'il y a un risque de réglementation associé à des contrats comme l'entente de coentreprise et l'entente d'utilisation. L'avocat de Kinder Morgan a convenu que l'Office et les parties sont régis par la loi, soit le paragraphe 71(1) de la Loi.

3.2.2 Devoir de transporter le pétrole offert pour transport

Dome a reconnu qu'elle a une obligation *prima facie* de transporter le pétrole qui lui est offert pour transport et qu'elle est disposée à fournir le transport à des conditions raisonnables. Concernant le critère de rationalité dont il est question à l'instance MH-4-96, Dome a dit que si l'Office le lui enjoignait, elle mettrait à disposition le PWS pour transport à condition que le transport soit offert à tous les expéditeurs, qu'une entente de financement d'installations lui procure l'assurance raisonnable qu'elle recouvrera ses frais et que les installations appropriées incluent une station de comptage à l'entrée du PWS en aval d'éventuelles fuites. Il y a actuellement un expéditeur, NOVA, qui manifeste l'intention d'expédier des produits sur le PWS. Kinder Morgan n'offre pas de pétrole pour transport.

Les parties ont discuté de l'exploitation du PWS à titre de transporteur public selon divers scénarios de volumes et de points de livraison, ainsi que des répercussions de la répartition, des débits et des limites du pipeline. NOVA a reconnu qu'avec le service assuré uniquement à son point de réception, le PWS est limité à 13 000 b/j en raison de la capacité du latéral NPS 4 de

NOVA. NOVA a souligné qu'il serait possible de desservir d'autres expéditeurs désireux de livrer leur produit au point de réception de NOVA suivant le scénario des 13 000 b/j, bien qu'une telle situation risque peu de se produire.

Dome a dit que le PWS pourrait être exploité selon le mode de transfert direct, mais que la limite de 13 000 b/j ferait en sorte que ce niveau ne pourrait être maintenu si d'autres expéditeurs devaient être desservis à d'autres points de livraison. Il s'est avéré, dans la preuve, que si d'autres expéditeurs devaient demander de faire livrer à un autre point de livraison, comme à l'installation Dow, la question de l'accès pourrait se poser. NOVA a indiqué qu'il y a des moyens de lever la limite de sa capacité, notamment doubler son latéral de NPS 4 ou recourir au stockage à l'installation Dow. D'après la preuve présentée par les parties, la capacité du PWS pourrait, selon plusieurs facteurs, atteindre 100 000 b/j

NOVA a soutenu que le service de transfert direct à partir du pipeline Cochin devrait bénéficier d'un accès prioritaire. Selon elle, l'accès prioritaire ne serait pas en contradiction avec le maintien du statut de transporteur public, étant donné que l'Office a autorisé toutes sortes de combinaisons de transport contractuel et de transport public pour d'autres pipelines.

3.2.3 Fourniture d'installations suffisantes et convenables

Les parties n'ont pas contesté l'affirmation de Dome selon laquelle le PWS est capable, du point de vue de la gestion de l'intégrité, de fournir le service et ce, pendant de nombreuses années. Leur opinion divergeait toutefois en ce qui concerne le remplacement ou l'ajout de nouvelles installations pour assurer le service sur le PWS.

Kinder Morgan a soutenu que des installations minimales sont nécessaires. NOVA a convenu qu'il ne serait pas nécessaire d'ajouter de nouvelles installations d'importance pour fournir le service de transfert direct qu'elle demande. Kinder Morgan a souligné que la bride de raccordement du pipeline Cochin et sa pompe P-340 étaient les deux éléments requis pour remettre le PWS en service (le PWS ne dispose d'aucune pompe). Dans sa plaidoirie, NOVA s'est dite d'accord pour que l'Office donne ses directives à l'égard de ces deux éléments.

Kinder Morgan a dit que la pompe P-340 fait partie de ses actifs et que toute modification ou tout remplacement serait à sa charge. Elle a indiqué que la pompe pourrait être modifiée pour répondre une condition d'exploitation donnée.

Dome a présenté en preuve d'autres activités ainsi que des estimations de coûts nécessaires à la réactivation du PWS, comme des fouilles pour vérifier l'intégrité du pipeline, une découpe, des modifications au centre de commande, la purge de la canalisation, sa mise en service et les coûts internes associés à ces travaux. Kinder Morgan a estimé que ces éléments devraient être assimilés à des frais d'entretien et non à des coûts en capital. En général, Kinder Morgan a reconnu que ces activités sont nécessaires mais elle a donné son appui conditionnel en faisant valoir qu'elle n'avait pas assez de données pour confirmer les estimations des coûts.

Durant l'audience, on s'est demandé si les compteurs existants sur le pipeline Cochin dans les limites du terminal de Windsor étaient convenables. Dome a estimé que les compteurs ne sont pas convenables car ils se trouvent en amont d'un système de collecteurs et de vannes, d'où le

risque que les pertes ne soient pas comptabilisées avant que le produit ne parvienne au PWS. Dome a affirmé qu'elle risquerait de perdre des volumes à moins qu'un nouveau compteur ne soit installé à un endroit situé près de l'entrée du PWS et elle a demandé dans sa plaidoirie que l'Office envisage d'ordonner l'installation d'un nouveau compteur à cet endroit. Kinder Morgan a soutenu que les compteurs en place avaient été utilisés dans le passé pour les livraisons entre le pipeline Cochin et le PWS et qu'ils devraient convenir pour la poursuite du service.

On s'est demandé s'il y aurait perte d'efficacité si l'on ramenait le PWS à sa pleine capacité par étapes. Dome a répondu que l'ajout d'installations à mesure que les volumes augmentent n'aurait pas d'effet sur l'efficacité.

Kinder Morgan a suggéré que l'Office contraigne Dome et Kinder Morgan à rechercher des solutions de rechange efficaces et rentables pour raccorder le PWS en utilisant autant que possible les installations existantes. Dome ne s'est pas opposée à ce que l'Office ordonne aux parties de se rencontrer pour établir quelles installations seraient nécessaires. Selon Dome, les parties devraient déterminer si les installations d'un tiers sont acceptables et, dans l'affirmative, si elles peuvent être utilisées à des conditions commerciales acceptables. NOVA a recommandé que la détermination des installations additionnelles nécessaires tienne compte du niveau de service demandé et soit fondée sur de saines pratiques en matière de transport pipelinier.

À la fin de la partie orale de l'audience, les parties ont généralement convenu que des recherches et des évaluations supplémentaires seraient nécessaires pour mieux évaluer la pertinence de l'équipement existant, le besoin de nouvel équipement et les coûts liés à la remise en service du PWS, en particulier après réception d'une demande de service détaillée d'un expéditeur. Les principales installations envisagées sont notamment :

- une nouvelle installation de comptage à un endroit situé près de l'entrée du PWS au terminal de Windsor;
- une nouvelle installation de comptage au point de livraison, ou à proximité du point de livraison, du complexe de Corunna sur le PWS;
- une nouvelle vanne de sectionnement sur la canalisation principale juste en aval du point de réception du complexe de Corunna;
- un détecteur de fuites juste en amont du point de réception du complexe de Corunna;
- le remplacement des compteurs existants à l'extrémité du PWS à l'installation de stockage Dow;
- des installations associées à la mise en place d'un nouveau point de réception sur le PWS au terminal de Windsor.

Voir à l'annexe VI un résumé des opinions des parties en ce qui concerne certaines installations, à l'exception de la nouvelle installation de comptage à l'entrée du PWS dont il a été question plus haut.

3.2.4 Fardeau de la fourniture d'installations

Les parties ont fourni des prévisions très variables quant au coût de réactivation du pipeline, ce qui traduit les vues divergentes quant aux installations jugées nécessaires. Dome a présenté une estimation de catégorie 5 de 4,2 millions de dollars⁷. Kinder Morgan n'a pas contesté les estimations en ce qui concerne les composantes individuelles, mais elle a soutenu que certaines d'entre elles ne seraient pas nécessaires pour fournir le service demandé. Elle a dit qu'une somme d'environ 1 million de dollars couvrirait le coût des installations nécessaires, précisant qu'un compteur à l'entrée du PWS ne serait pas nécessaire car Dome pourrait miser sur des ententes commerciales avec Kinder Morgan. NOVA non plus n'a pas contesté les coûts des composantes individuelles, estimant toutefois que les composantes suggérées n'étaient pas toutes nécessaires. Dome a indiqué qu'elle s'attendait à poursuivre les discussions avec NOVA, particulièrement sur la question des compteurs.

Il y a eu une certaine confusion sur la question de savoir qui serait responsable des dépenses en immobilisations supplémentaires pour le PWS. Les ententes commerciales – l'entente d'utilisation et l'entente de coentreprise dont il est question au chapitre 2 – stipulent que les utilisateurs paient leur part respective des dépenses en immobilisations et des frais d'exploitation et qu'ils ont droit à des parts semblables des produits tirés des droits. Dome et Kinder Morgan divergeaient d'opinion en ce qui concerne la responsabilité des capitaux en sus de ceux qui figurent actuellement aux dossiers financiers. Dome a affirmé que les ententes commerciales n'obligeraient peut-être pas Kinder Morgan à payer la moitié des capitaux additionnels. Kinder Morgan a répliqué qu'elle s'attendait à en payer la moitié et qu'elle avait signé une autorisation de dépenser pour certaines réparations exécutées depuis le changement de propriété en 2007⁸. Dome a indiqué qu'elle avait, par mégarde, envoyé une autorisation de dépenser à Kinder Morgan et qu'elle ne l'avait pas facturée pour les paiements de capitaux additionnels tel que prévu par l'autorisation de dépenser. Dome a dit que l'entente d'utilisation ne renferme aucune disposition expresse à l'annexe A concernant le recouvrement des investissements de capitaux additionnels. NOVA, qui était auparavant partie à l'entente de coentreprise, a indiqué que Dome faisait une mauvaise interprétation du contrat commercial.

Dome a soutenu qu'elle se mettrait à risque financièrement pour ce qui est du recouvrement de sa part des capitaux additionnels, le cas échéant. En vertu de l'entente d'utilisation, chaque utilisateur recevrait sa part des produits tirés des droits, si le pipeline était en exploitation. Sans l'assurance du maintien des expéditions et des produits tirés des droits toutefois, Dome était peu encline à aller de l'avant.

Dome estimait en outre que tout investissement dans le PWS serait excessif – même si une entente de financement d'installations avec un tiers solvable était en place – parce que le RLE fournit un service comparable à moindre coût.

Imperial et NOVA ont soutenu que des ententes commerciales libéreraient Dome de tout fardeau éventuel. NOVA a pour sa part affirmé que la charge de prouver l'existence d'un fardeau excessif reviendrait à Dome, qui avait dit que le fardeau n'est pas extraordinairement lourd.

7 Les estimations de catégorie 5 sont des estimations préliminaires, considérées exactes dans la plage de moins de 50 % à plus de 100 %.

8 Voir les sections 2.1 et 5.1, où il est question de l'entente d'utilisation.

Chapitre 4

Marchés et transport

Au moment d'examiner l'ordonnance de désactivation et d'étudier la possibilité de contraindre Dome à transporter des LGN aux termes du paragraphe 71(1) de la Loi, l'Office se demande s'il y a un intérêt commercial clairement défini pour justifier de telles ordonnances, sur la base de la preuve présentée par les parties à l'égard de l'offre, des marchés et de l'infrastructure de transport. L'Office tient également compte de la faisabilité des moyens de transport de rechange pour le service recherché par NOVA.

4.1 Offre

Kinder Morgan a fondé son opinion concernant l'offre de LGN pour le PWS sur le fait que le PWS est raccordé au pipeline Cochin, ce qui permet, à ses yeux, de transporter des LGN sans interruption jusqu'au PWS pour transport à Sarnia. Le pipeline Cochin est un important pipeline de transport de longue distance, détenu et exploité par Kinder Morgan, qui transporte les LGN de Fort Saskatchewan (Alberta) au terminal de Windsor. La région de Fort Saskatchewan/Edmonton est un des principaux carrefours de LGN en Amérique du Nord, doté d'une forte concentration d'installations de stockage souterraines, d'unités de fractionnement, de raffineries, d'usines pétrochimiques et de pipelines de collecte de LGN. Le pipeline Cochin compte de nombreux points de réception existants ou potentiels le long de son tronçon en territoire américain, qui permet à des volumes provenant de diverses sources, comme le carrefour Conway dans le Midwest américain, d'atteindre Windsor et le PWS.

Dome a adopté une approche de l'offre plus large. Elle a dit que les hydrocarbures traités ou approvisionnés dans la région de Sarnia proviennent d'autres régions d'Amérique du Nord ou, dans le cas du pétrole brut et des condensats, sont importés aux États-Unis et au Canada. Dome a ajouté que BP évalue l'offre de LGN disponible dans l'Ouest canadien et aux États-Unis, où BP s'approvisionne, à environ 1,5 million de b/j, dont 0,8 million de b/j de propane et de butanes. Dome a également dit que les LGN peuvent être importés dans la région de Sarnia par pipeline, par le rail ou par camion, sous forme de LGN de spécification – éthane, propane, butanes et condensat – ou de mélanges de LGN.

NOVA a évoqué sa propre situation en ce qui concerne l'offre dans la région de Sarnia, se disant préoccupée par la disponibilité à long terme de la canalisation 9 d'Enbridge pour la livraison de pétrole brut et de condensat servant de charge d'alimentation à son complexe de Corunna. NOVA a estimé que l'accès au PWS lui procurerait une autre source d'approvisionnement en LGN en provenance des États-Unis. NOVA a indiqué que la croissance de la production de gaz dans la région des Rocheuses américaines et les expansions récentes de la capacité d'extraction de gaz aux États-Unis ont augmenté la disponibilité des LGN dans le milieu du continent aux États-Unis. NOVA travaille activement à conclure des ententes commerciales avec des fournisseurs afin de se procurer des LGN en provenance du milieu du continent pour livraison à son complexe de Corunna. NOVA a dit qu'elle serait en mesure de recevoir des LGN dans les

six à neuf mois après avoir reçu les assurances que le PWS sera disponible pour fournir le service.

4.2 Marchés

Les parties divergeaient d'opinion sur le marché des LGN à desservir par l'intermédiaire du PWS quant à la taille et au territoire du marché. Kinder Morgan a fait part de son opinion à titre d'exploitant de pipeline. Elle a dit que le marché pour les produits transportés sur le PWS est dans la région de Sarnia et non dans celle de Windsor. Un certain nombre de complexes chimiques et pétrochimiques qui utilisent des LGN comme charge d'alimentation sont en activité dans cette région, notamment ceux de Dow, NOVA, Shell Canada, Imperial et Lanxess. Kinder Morgan a soutenu que le marché de la région de Sarnia a un potentiel de croissance.

Dome a pour sa part prétendu qu'il n'est pas possible de définir le marché de destination finale à Sarnia. Selon elle, le marché est beaucoup plus grand que la seule région de Sarnia : il comprend l'Est du Canada et le Nord-est, le Midwest et le milieu du continent des États-Unis. Dome s'est inscrite en faux contre la prétention d'autres parties voulant que la demande de LGN a un potentiel de croissance important dans la région de Sarnia, citant à l'appui la fermeture récente des installations pétrochimiques de Dow et la réduction des activités de Lanxess à Sarnia.

NOVA a indiqué qu'elle termine ou est sur le point de terminer la modernisation et l'expansion de sa capacité de production d'éthylène et de polyéthylène. Ses projets de modernisation permettront d'augmenter sa capacité de charge d'alimentation de LGN, qui passera de 35 000 b/j actuellement – une estimation – à 55 000 b/j. NOVA s'attend pouvoir compter initialement sur des approvisionnements annuels moyens de 13 000 b/j de LGN par l'intermédiaire du pipeline Cochin et du PWS. Ce volume pourrait être porté à 40 000 b/j si la limite de capacité du latéral NPS 4 qui relie le PWS à son complexe de Corunna est éliminée. NOVA a également indiqué que son flexicraqueur de Corunna possède l'adaptabilité voulue pour craquer les charges d'alimentation de LGN légers et lourds.

Imperial a soutenu qu'il existe une demande de service sur le PWS et que maintenir le service contribue à la compétitivité et à l'efficacité du marché des LGN dans la région de Sarnia. Imperial a fait remarquer que plus il y a d'options de marché, plus le marché sera efficient.

Aucune évaluation ou estimation indépendante de la demande du marché, actuelle ou future, dans la région de Sarnia n'a été fournie par le demandeur ou par les intervenants.

4.3 Solutions de rechange au PWS

Kinder Morgan, Dome et NOVA ont évoqué les solutions de rechange pour le transport de LGN entre le terminal de Windsor et ses points de destination à Sarnia. Le RLE a été présenté comme la principale solution de rechange au PWS. On a expliqué avec force détails que le PWS et le RLE étaient tout à fait appropriés pour le type de transport de LGN recherché par Kinder Morgan et NOVA.

4.3.1 Réseau de livraison de l'Est

Dome a dit que le RLE est la solution de rechange la meilleure et la plus rentable au PWS, vu que le RLE est facilement disponible, qu'il pourrait accepter des volumes du pipeline Cochin et d'autres sources à Windsor, qu'il pourrait fonctionner de façon indépendante du pipeline Cochin, qu'il a une capacité de réserve et qu'il est déjà raccordé au complexe de NOVA à Corunna par l'intermédiaire du latéral NPS 10. Dome a également indiqué que le RLE pourrait être raccordé à l'installation Dow en six mois en installant un latéral avec un tronçon du PWS en amont du point de raccordement NPS 4 de NOVA. Dome a prétendu que le transfert direct de LGN entre le pipeline Cochin et le PWS n'était pas possible sans l'utilisation de services de terminal et de stockage à Windsor. Dome a ajouté que les services de terminal et de stockage pour les LGN autres que le propane aux cavernes de l'ISCW nécessitaient des réparations à au moins une des cavernes et qu'un tarif pour différents types de LGN devrait être établi.

Kinder Morgan, en tant qu'utilisateur partie à l'entente d'utilisation et non en tant qu'expéditeur, a déclaré que le RLE ne remplace pas le PWS pour les mouvements de LGN de Windsor à Sarnia en raison de l'obligation d'utiliser le terminal et les installations de stockage de Windsor pour transporter les volumes de LGN du pipeline Cochin au RLE. Kinder Morgan a fait valoir que le PWS pourrait être exploité en mode de transfert direct avec le pipeline Cochin, ce qui éviterait les coûts d'entreposage et de terminal à Windsor. Kinder Morgan a ajouté qu'étant donné qu'il circule en direction nord seulement, le PWS ne serait pas touché par l'inversion du sens de l'écoulement qui se produit avec l'exploitation du RLE.

NOVA a donné raison à Kinder Morgan, faisant observer que par le passé, le PWS a été exploité en recevant directement des volumes d'éthylène du pipeline Cochin. NOVA a estimé qu'un mode d'exploitation similaire, c'est-à-dire le transport de LGN à faible pression de vapeur sur le PWS, est faisable moyennant de légères modifications au pipeline. Elle a argué que l'exploitation du RLE dans les deux sens pourrait nuire à sa capacité d'obtenir et planifier les livraisons de charge d'alimentation de LGN. La société a affirmé que le coût total du produit à la livraison est crucial lorsque vient le temps de choisir parmi les pipelines qui se font concurrence. NOVA a mentionné que le RLE ne peut pas offrir un service comparable au PWS, c'est-à-dire un service de transfert direct du pipeline Cochin, ni livrer à l'installation Dow sans d'importantes modifications qui permettraient une interconnexion semblable à celle qui existe déjà avec le PWS. La capacité du PWS de se raccorder directement au pipeline Cochin et d'utiliser ensuite les cavernes de NOVA a pour effet d'éliminer l'obligation d'avoir des installations de terminal et de stockage aux cavernes de l'ISCW ainsi que les coûts afférents. NOVA a en outre mentionné que son flexicraqueur de Sarnia a la capacité de traiter les volumes et les types de LGN qu'elle souhaite expédier, ainsi que toute matière d'interface de LGN.

Dome a plus tard reconnu que même si, selon elle, le transfert direct de LGN à Windsor vers le PWS n'est pas la solution idéale, il est par contre faisable. Dome a également signalé sa volonté de mettre en œuvre cette option, sous réserve de l'inclusion de certains compteurs et d'assurances raisonnables quant au recouvrement des frais. Dome a confirmé qu'il n'existe actuellement aucune infrastructure permettant la circulation des LGN entre les cavernes de l'ISCW et le PWS, et que d'importants investissements de capitaux seraient nécessaires. Dome a de plus reconnu que même si le RLE serait en mesure de transporter les LGN demandés par NOVA, les contraintes auxquelles sont soumises actuellement les installations en amont du

pipeline – essentiellement le stockage de l'ISCW – limitent le transport de LGN sur le RLE à partir du pipeline Cochin. Dome a reconnu que les partenaires de l'ISCW ne sont pas intéressés à investir dans la modernisation de leurs cavernes, puisque le bail de location des installations vient à échéance à la fin de 2010. Dome a toutefois indiqué que même si les partenaires de l'ISCW n'avaient pas d'objections à ce que BP investisse elle-même dans l'ISCW, BP aurait besoin d'obtenir, avant d'entreprendre les réparations, des engagements financiers des expéditeurs intéressés à utiliser les installations de stockage de l'ISCW. Selon Dome, BP avait sollicité des expressions d'intérêt en décembre 2009 quant à l'utilisation des services d'entreposage et de terminal de l'ISCW, mais sa demande avait suscité peu d'intérêt pour des services additionnels aux cavernes de l'ISCW.

NOVA et Kinder Morgan ont toutes deux soutenu que la concurrence entre les pipelines est dans l'intérêt du public. NOVA a estimé que même si la concurrence pourrait mener à des répercussions sur les droits chez les exploitants de pipelines, ces répercussions ne sont pas une raison pour limiter la concurrence qu'un expéditeur recherche avant d'opter pour tel ou tel pipeline. NOVA a souligné que, comme l'Office l'a déclaré dans une décision antérieure, le dédoublement des installations qui entraîne une concurrence bénéfique est conforme à l'intérêt public⁹. NOVA a ajouté qu'elle ne veut pas être limitée aux sources d'approvisionnement du pipeline Cochin, mais qu'elle cherche également à expédier sur le PWS des LGN provenant d'autres sources d'approvisionnement.

Selon Dome, le RLE et le PWS n'étaient pas en concurrence l'un avec l'autre, mais plutôt avec d'autres pipelines susceptibles de livrer des LGN dans la région de Sarnia. Dome a maintenu que le RLE et le PWS offrent un service semblable pour le transport de LGN de Windsor à Sarnia, et que le meilleur moyen de fournir ce service à bon coût est par l'entremise d'un seul des pipelines, peu importe celui choisi. Dome a néanmoins reconnu que si le RLE et le PWS appartenaient à différentes sociétés, les pipelines devraient se faire concurrence.

4.3.2 Coûts pour les expéditeurs

À titre indicatif, Dome a fourni des droits pour le PWS et le RLE afin de comparer les coûts qui échoient aux expéditeurs. Pour chaque pipeline, ces droits estimatifs étaient calculés d'après une méthode de semi-dépréciation énoncée à l'instance RH-5-1985. Cette méthode permet le recouvrement des coûts en capital et des frais d'exploitation, et un rendement du capital appliqué à une base tarifaire qui est pondérée entre l'établissement d'origine et l'établissement déprécié. La comparaison a été actualisée par la correction de la provision pour fonds de roulement qui avait une incidence sur les calculs de chacun des droits du PWS et du RLE donnés à titre indicatif.

Kinder Morgan a soutenu que les 4,2 millions de dollars de capitaux estimés par Dome pour que les installations remettent le PWS en service ne seraient pas nécessaires. Des estimations de coûts moins élevées, en concordance avec un ensemble d'installations plus spécifiques, réduiraient l'écart entre les droits indicatifs sur les deux pipelines. NOVA a par ailleurs affirmé que l'accent ne devrait pas être mis à établir une comparaison des droits entre le PWS et le RLE

9 ONÉ, Motifs de décision, Alliance Pipeline Ltd. au nom d'Alliance Pipeline Limited Partnership, GH-3-97, novembre 1998, page 42.

mais plutôt sur le coût à la livraison. Plus particulièrement, NOVA a dit que, pour les deux raisons qui suivent, la comparaison appropriée devrait être entre le PWS sans le stockage, et le RLE. Premièrement, NOVA pourrait accepter sa demande de base de 13 000 b/j grâce à un raccordement direct avec le pipeline Cochin, éliminant ainsi le besoin de stockage à Windsor. Deuxièmement, NOVA pourrait augmenter la réception de volumes par le PWS sans devoir se fier à des installations indépendantes, alors que ses installations existantes pourraient assurer un stockage suffisant pour accommoder les volumes initiaux sans coût supplémentaire.

NOVA a exprimé sa volonté de conclure une entente de financement d'installations qui veillerait à ce que les produits tirés des droits soient versés indépendamment des volumes expédiés. Elle a également exprimé une préférence pour s'associer aux discussions en vue de cerner les installations requises pour réactiver le service sur le PWS, étant donné que les droits sont fonction des coûts des installations requises. NOVA a précisé que ses efforts en vue de faire avancer les ententes commerciales dépendent de l'existence d'une logistique de livraison de LGN à Corunna.

4.3.3 Autres solutions

Dome a mentionné plusieurs solutions de rechange pour le transport de LGN de Windsor à Sarnia, notamment par d'autres pipelines (tel le pipeline Genesis), ou par le rail et par camion. NOVA a fait remarquer que le pipeline Genesis est raccordé à son complexe de Corunna mais qu'il n'est pas raccordé au terminal de Windsor et que, en conséquence, il est incapable de recevoir des volumes directement du pipeline Cochin. Ainsi, Genesis n'est pas une solution de rechange au RLE et au PWS. NOVA a soutenu qu'on ne pouvait pas transporter par le rail ou par camion de l'éthane ou un mélange éthane/propane. De plus, il faudrait réserver énormément de wagons ou de camions quotidiennement pour transporter même le volume minimum visé de 13 000 b/j, et cela pourrait surexploiter l'infrastructure disponible. Kinder Morgan a elle aussi affirmé que le transport par le rail et par camion ne serait pas une solution de rechange au PWS envisageable car il nécessiterait encore des réservoirs de dégagement et des rampes de chargement au terminal de Windsor.

Chapitre 5

Ententes commerciales

Il a été question des ententes commerciales contractuelles passées et potentielles aux étapes d'audition de la preuve.

5.1 Entente d'utilisation et entente de coentreprise

En tant que propriétaire-exploitant du PWS, Dome est responsable des coûts en capital et des frais d'exploitation liés à la réactivation, à l'exploitation, à l'entretien et à la cessation d'exploitation du pipeline. Dome et Kinder Morgan, les utilisateurs selon l'entente d'utilisation, ont convenu de partager ces coûts et frais, tout comme elles se partagent les produits tirés des droits. Les utilisateurs ont convenu de payer au propriétaire leur part respective du coût en capital du service pour le PWS ainsi que les frais d'exploitation.

Kinder Morgan a indiqué que les ententes commerciales – y compris l'entente d'utilisation et l'entente de coentreprise dont il a été question plus tôt – obligent Dome à mettre le PWS à la disposition des utilisateurs, Kinder Morgan et Dome, pour le transport de LGN. Selon Kinder Morgan, la confirmation des ententes commerciales exécutoires en 2007 au moment de la demande conjointe visant le transfert de la propriété a établi que le propriétaire du PWS continuerait de fournir des droits d'utilisation à Kinder Morgan. Dome a soutenu que les ententes commerciales ne confèrent pas de droits à la capacité du PWS aux utilisateurs. Même si Kinder Morgan a évoqué au début des droits de volume dans le cadre de l'entente d'utilisation et de l'entente de coentreprise, elle a précisé que ces droits n'étaient pas définis par les proportions des ententes, mais plutôt que les ententes prévoyaient que la totalité de la capacité du PWS servirait d'abord aux expéditeurs du pipeline Cochin et que, dans l'éventualité d'une capacité excédentaire, celle-ci pourrait être offerte à des expéditeurs non utilisateurs du pipeline Cochin. De plus, tel qu'il a été mentionné au chapitre 3, Kinder Morgan a accepté que les ententes commerciales ne peuvent pas avoir priorité sur l'application de l'article 71 de la Loi, et que si des expéditeurs non utilisateurs du pipeline Cochin venaient un jour à expédier des volumes sur le PWS, le pipeline devra les accepter.

5.2 Considérations tarifaires

Même si l'audience ne portait pas sur les droits, plusieurs questions touchant les droits et les tarifs ont été abordées. Dome a reconnu la nécessité d'un tarif mais elle a indiqué qu'elle n'avait pas jusque-là reçu suffisamment de renseignements pour en établir un. Dome a soutenu que le tarif doit lui donner la possibilité de recouvrer ses frais et que cela pourrait se faire au moyen d'une entente de financement d'installations. NOVA a indiqué qu'elle était disposée à signer des ententes fermes pour le paiement du service; interrogée sur ses préférences quant aux ententes tarifaires, elle a répondu qu'elle préférerait fournir ces garanties par l'entremise d'une entente de financement d'installations et non par le biais d'une contribution initiale au capital.

Les parties se sont prononcées sur la compatibilité des devoirs à titre de transporteur public avec les ententes de financement d'installations et le service prioritaire. Dome a soutenu qu'elle ne pourrait accomplir ses devoirs à titre de transporteur public que si on lui permet de fournir le service à d'autres parties. NOVA est d'accord que le PWS soit mis à la disposition d'expéditeurs autres que ceux du pipeline Cochin, et qu'il puisse transporter tous les LGN. NOVA a dit que la disposition sur l'accès prioritaire ne compromettrait pas le principe de transport public à condition qu'une partie raisonnable de la capacité soit mise à disposition pour les livraisons au comptant, citant plusieurs décisions de l'Office abondant dans le même sens. NOVA a indiqué qu'elle accepterait la répartition si d'autres parties souhaitaient le service et s'engageaient à signer une entente de financement d'installations. Lors de l'appel de soumissions d'août 2009, Dome a sollicité des expressions d'intérêt pour le transport de Windsor à Sarnia, mais n'a pas demandé aux parties de préciser le pipeline ni les conditions liées à leur intérêt.

En ce qui concerne le processus d'approbation, chacune des parties a fait ressortir des aspects de l'entente de coentreprise pour décrire les devoirs et les pouvoirs de l'exploitant et le processus d'approbation du tarif. Kinder Morgan a indiqué qu'elle devra donner son approbation dans l'éventualité où Dome établissait un tarif sur le PWS. Les clauses 8.1 et 14.1 de l'entente de coentreprise requièrent un vote affirmatif de 85 % des intérêts avec droit de vote pour autoriser toute demande visant les droits. Ainsi, l'exploitant ne pourrait pas faire une demande en ce sens sans l'approbation de Kinder Morgan. La clause 8.1(i) de l'entente de coentreprise autorise l'exploitant à déposer les tarifs requis par la loi, si l'approbation n'est pas obtenue des partenaires précisés dans les ententes commerciales. Dome a convenu que l'entente d'utilisation prévoit que les deux utilisateurs votent sur le tarif.

Kinder Morgan a demandé que l'Office ordonne à Dome de préparer et présenter aux utilisateurs, aux fins d'approbation, un tarif pour le transport de LGN sur le PWS et, dans l'éventualité où l'approbation serait accordée, à présenter le tarif à l'ONÉ. Dome a estimé que cela donnerait à Kinder Morgan le droit d'opposer son veto à un tarif envisageant un service de transport public pour les expéditeurs non utilisateurs du pipeline Cochin, et que cela ne serait pas dans l'intérêt public. Dome a soutenu que dans le cadre de l'entente de coentreprise, en l'absence d'un accord, elle avait la possibilité de faire une demande de tarif à l'Office. Dome ne s'est pas opposée à une ordonnance qui, faute d'un accord entre les parties, l'obligerait à déposer un tarif auprès de l'Office, aux fins d'approbation, dans un délai raisonnable. NOVA a indiqué que l'Office doit établir clairement que si les parties ne peuvent s'entendre, la loi oblige Dome à déposer un tarif auprès de l'Office.

5.3 Incidences commerciales éventuelles

Pour Kinder Morgan, la désactivation du PWS a eu pour incidence directe qu'elle a dû continuer de payer des frais pour les coûts en capital et les frais d'exploitation du pipeline engagés dans le passé, même s'il n'était pas en service. Entre le transfert de propriété de 2007 et le mois d'août 2009, ces frais se sont montés à 1,1 million de dollars. Si le pipeline était remis en service, Kinder Morgan s'attendrait à payer la moitié du capital additionnel requis et à recevoir la moitié des produits tirés des droits une fois le pipeline en exploitation. D'après les estimations – révisées – de Dome des besoins en produits du PWS, les produits tirés des droits que Kinder Morgan perdrait seraient aux alentours de 1 million de dollars par an.

Kinder Morgan a de plus affirmé que le maintien de l'ordonnance de désactivation MO-04-2009 aurait pour effet de limiter les volumes transportés par le pipeline Cochin. Kinder Morgan a estimé que l'utilisation future du pipeline Cochin serait inférieure de 10 000 à 50 000 b/j si le PWS n'était pas en service. Kinder Morgan a dit qu'elle subirait des préjudices et des dommages pour manque à gagner sur le pipeline Cochin de l'ordre de 14,6 à 73 millions de dollars par an.

Comme il a été dit au chapitre 4, Dome a fourni des droits à titre indicatif pour comparer les coûts d'expédition sur le PWS et sur le RLE. Dome a indiqué que si le PWS était remis en service, il y a risque que des expéditeurs actuels ou futurs délaissent le RLE pour le PWS. À ce sujet, Dome a fourni des estimations des droits du RLE selon divers volumes transportés sur ce réseau. Dome a confirmé l'affirmation de NOVA selon laquelle les expéditions actuelles sur le RLE étaient le fait surtout de sociétés affiliées de Dome. De plus, Dome est propriété de BP, dont l'unité de fractionnement de Sarnia est une importante source d'approvisionnements en LGN dans le marché du sud-ouest de l'Ontario. Les sociétés appartenant à BP utilisent le RLE et constitueraient les expéditeurs affiliés de Dome. Bien qu'il n'y ait pas de code de conduite entre Dome et ses sociétés affiliées, Dome a indiqué que, selon la Loi et selon les directives de la société-mère BP, elle ne peut pas tenir compte des intérêts des expéditeurs affiliés lorsqu'il est question de pipelines.

5.4 Moment opportun pour discuter du tarif

Toutes les parties ont indiqué que les questions tarifaires pourraient être débattues par elles après que l'Office aura fourni des directives sur les principales questions qui ont empêché l'avancement du dossier à ce jour. Si l'Office devait ordonner la remise en service du PWS, Dome a indiqué qu'un délai de trois à six mois serait raisonnable pour que les parties discutent entre elles de la question, pour déterminer les installations nécessaires, établir et conclure les dispositions d'une entente appropriée de financement d'installations et accomplir des travaux de génie suffisamment détaillés. Kinder Morgan a dit qu'il serait dans l'intérêt commercial de toutes les parties de s'entendre au plus tôt sur un tarif et les conditions du service.

Chapitre 6

Révision de l'ordonnance de désactivation

Le pouvoir de révision administrative du paragraphe 21(1) de la Loi est une exception au paragraphe 23(1), qui prévoit que chaque décision ou ordonnance de l'Office est définitive et sans appel, sauf dispositions prescrites par la Loi. Aussi l'Office a-t-il toute discrétion pour réviser, modifier ou annuler l'ordonnance MO-4-2009.

Les décisions rendues par l'Office en vertu des paragraphes 21(1) et 71(1) de la Loi reposent sur un fondement factuel. Kinder Morgan demande que l'ordonnance MO-04-2009 soit annulée. Dome estime que le PWS devrait rester désactivé à moins qu'une entente entre les parties touchées ou qu'une ordonnance de l'Office exigent qu'elle fournisse le service. Dome et NOVA estiment toutes deux que l'ordonnance MO-04-2009 devrait être annulée si l'Office ordonne à Dome de fournir le service sur le PWS.

D'après la preuve soumise par Dome, il faudrait purger le pipeline à l'azote de toute façon avant qu'il puisse être réparé et remis en service pour tout autre produit que l'éthylène. Aucune des parties n'a contesté le fait que l'opération de purge et des travaux connexes soient nécessaires.

Chapitre 7

Opinion de l'Office

7.1 Devoirs à titre de transporteur public

Bien que l'on ait généralement convenu que le PWS est un transporteur public, les opinions ont divergé sur ce que cela signifie dans le contexte de la demande présentée à l'Office. La question était surtout de savoir si la capacité du PWS est destinée aux expéditeurs du pipeline Cochin ou si elle serait mise à la disposition de tous les expéditeurs, indépendamment de la source du produit qu'ils souhaitent expédier.

Des preuves et des arguments ont été présentés pour déterminer si le pipeline Cochin et le PWS forment un seul réseau ou deux réseaux. La décision de l'Office ne concerne toutefois pas cet aspect et l'Office n'a pas à se prononcer. Le fait que le service n'était pas disponible ou offert à tel endroit dans le passé ne signifie pas que ce service ne peut ou ne devrait pas être offert dans l'avenir.

Kinder Morgan a reconnu, par l'entremise de ses témoins et de son avocat, respectivement, qu'il y a un risque de réglementation lié à des contrats comme l'entente de coentreprise et l'entente d'utilisation, et que l'Office et les parties sont assujettis au paragraphe 71(1) de la Loi. L'Office constate que l'affirmation initiale de Kinder Morgan voulant que la capacité du PWS ne devrait servir que les expéditeurs du pipeline Cochin n'est pas compatible avec le devoir à titre de transporteur public d'accepter « tout le pétrole » qui lui est offert pour transport, comme le prescrit le paragraphe 71(1).

L'Office conclut que le devoir à titre de transporteur public qui échoit à Dome en vertu du paragraphe 71(1) de la Loi s'étend à « tout le pétrole » qui lui est offert pour transport par son pipeline, quelle qu'en soit la source. Ce devoir vaut pour tous les produits pétroliers que le CUP OC-52 autorise le PWS à transporter, y compris, sans toutefois s'y limiter, les expéditeurs qui ont pour point d'origine le pipeline Cochin. Cela vaut également même si le pipeline Cochin est le seul pipeline capable de livrer le produit au PWS. L'Office souhaite établir clairement que sa décision n'autorise pas de nouveaux raccordements au PWS; de telles installations doivent faire l'objet des autorisations réglementaires appropriées et être considérées comme étant dans l'intérêt public.

7.2 Marchés et transport

7.2.1 Offre et intérêt du marché

L'Office constate que le PWS aurait accès à d'importantes sources d'approvisionnement en LGN en provenance de l'Ouest canadien et du milieu du continent des États-Unis par l'entremise du pipeline Cochin et ses interconnexions avec d'autres réseaux pipeliniers aux États-Unis et au Canada. L'Office constate également qu'aucune des parties n'a soulevé de question de fond sur

la disponibilité des approvisionnements en LGN pour le PWS. L'Office estime que, comme le pipeline Cochin offre un accès rapide aux principaux carrefours de LGN en Amérique du Nord, l'offre de LGN serait suffisante pour permettre l'exploitation du PWS. Les données sur le marché fournies par les parties sont variées et non concluantes. L'Office estime toutefois qu'il y a suffisamment d'indications pour conclure au besoin de service sur le PWS. NOVA a démontré qu'il y a un intérêt pour le pipeline sur le marché, de par sa volonté de conclure une entente de financement d'installations et, si NOVA devait être le seul expéditeur, de payer le coût du service sur le PWS.

7.2.2 Autres solutions de transport

En l'espèce, l'Office considère qu'une solution de transport de rechange au PWS doit offrir un service matériellement faisable et comparable, capable de répondre raisonnablement aux besoins de transport des parties qui demandent le service, dans les délais impartis. C'est alors qu'on peut examiner les solutions de rechange en fonction de critères économiques et commerciaux.

L'Office a demandé de l'information pour évaluer la faisabilité des solutions de rechange au service demandé sur le PWS. L'Office accepte que pour NOVA, il y a une nette différence entre le transport sur le PWS et la solution offerte par le RLE, et que le service sur les deux pipelines n'est pas comparable. L'Office constate que la principale différence dans le service offert sur le RLE tient à l'obligation d'utiliser, et au coût d'utilisation, des services de terminal et de stockage à Windsor pour le transfert de volumes de LGN du pipeline Cochin au RLE. L'Office constate aussi que, même si les services fournis par le RLE et le PWS étaient comparables, une incertitude demeure quant à la date de mise en service des cavernes de stockage à Windsor pour recevoir les LGN autres que le propane en provenance du pipeline Cochin. L'Office convient également que le transfert direct entre le pipeline Cochin et le PWS est matériellement faisable, moyennant certaines modifications aux installations existantes. L'Office conclut que, compte tenu de l'incertitude quant à la date à laquelle le service peut être fourni – si tant est qu'il peut être fourni – en amont du RLE, le service offert par le RLE n'est pas une solution de rechange faisable au PWS pour le service recherché par NOVA.

L'Office constate que NOVA a une capacité de stockage à son site de Corunna et la flexibilité nécessaire pour accepter une certaine interface. NOVA souhaite tirer parti de ces circonstances pour réduire le coût à la livraison jusqu'à ses installations de Corunna. L'utilisation du RLE nécessiterait des opérations de stockage et de terminal aux cavernes de l'ISCW qui, actuellement, ne peuvent accepter que le propane et non pas les mélanges de LGN que NOVA souhaite expédier. Si les cavernes de l'ISCW pouvaient offrir des services de terminal et de stockage pour les LGN autres que le propane, on pourrait éviter les coûts connexes en utilisant le PWS. L'Office constate également que la situation de NOVA est peut-être unique en ce que celle-ci a une capacité de stockage exclusive à son complexe de Corunna, est adaptable pour ce qui est de la charge d'alimentation de LGN et possède des connexions directes avec le PWS et le RLE. D'autres expéditeurs souhaitant des services de transport peuvent avoir des besoins de stockage différents et nécessiter une capacité de stockage soit au terminal de Windsor, soit ailleurs en amont ou en aval du PWS.

Toutes les parties ont fait remarquer qu'il ne s'agit pas ici d'une audience sur les droits. L'Office a entendu les témoignages des parties sur des droits comparatifs à titre indicatif pour le PWS et

le RLE. L'Office constate que la principale divergence d'opinion sur la comparaison des critères économiques entre les diverses ententes était entre Dome et NOVA. Pour Dome, la comparaison appropriée devrait comprendre le stockage sur chaque réseau. NOVA était d'avis pour sa part que le stockage à l'ISCW n'était pas nécessaire et que ses coûts ne devraient pas être inclus dans la comparaison étant donné qu'elle possède sa propre installation de stockage. Toutefois, après avoir examiné la preuve et déterminé que le service sur le RLE n'est pas une solution de rechange faisable au PWS tel qu'il a été décrit ci-dessus, l'Office estime que les écarts des droits sur les deux pipelines n'ont pas d'influence sur sa décision.

Dome a indiqué qu'elle préférerait optimiser l'exploitation du RLE et du PWS. L'Office ne rend pas de décision sur ce point pour l'instant. L'Office se pencherait sur cette question si une demande lui était faite de rationaliser les deux pipelines. L'Office examinerait nécessairement les besoins des expéditeurs avant de rendre sa décision.

7.3 Fourniture du service sur le PWS

7.3.1 État de l'ordonnance MO-04-2009

L'Office est convaincu que NOVA a présenté une demande de service sérieuse concernant le PWS. En vertu du paragraphe 21(1), l'Office a décidé d'annuler l'ordonnance MO-04-2009 et il rendra une ordonnance à cet effet.

L'Office estime cependant que la purge à l'azote et les travaux connexes autorisés par l'ordonnance de désactivation sont nécessaires pour fournir le service sur le PWS. Pour qu'elle soit autorisée à fournir le service en vertu du paragraphe 71(1) de la Loi, l'Office ordonnera à Dome d'accomplir ces travaux.

L'Office fait observer que Dome serait tenue de déposer une demande de désactivation si aucun service n'était fourni sur le PWS parce que NOVA ne serait pas allée de l'avant avec sa demande de service. Quoi qu'il en soit, pour que Dome puisse fournir le service sur le PWS, elle doit d'abord déposer une demande de réactivation en vertu de l'article 45 du RPT-99 du fait que le PWS est désactivé depuis plus de douze mois.

7.3.2 Transport de LGN sur le PWS

L'autorité judiciaire concernant le critère de rationalité indique qu'il serait déraisonnable de contraindre Dome à offrir le service sur le PWS si elle n'a pas la possibilité raisonnable de recouvrer ses coûts auprès des expéditeurs. La décision de l'Office en vertu du paragraphe 71(1) dépend de ce critère. NOVA est le seul expéditeur qui ait exprimé jusqu'ici un engagement sérieux à expédier des produits sur le PWS. À ce jour, sous réserve d'une clarification des coûts pour répondre aux niveaux de service prévus et finaliser la question du tarif et des droits, NOVA a indiqué sa volonté de conclure une entente de financement d'installations et, si aucun autre expéditeur ne se manifestait, de prendre en charge le coût total du service.

L'Office ordonne donc à Dome de recevoir, transporter et livrer les LGN qui lui sont offerts par NOVA pour transport sur le PWS, conformément au devoir à titre de transporteur public qui est dévolu à Dome. Comme le veut l'opinion qu'il a exprimée dans la section précédente, la décision

de l'Office est prise sous réserve de l'exécution par Dome des opérations de purge à l'azote et des travaux connexes décrits dans sa demande de désactivation datée du 23 décembre 2008, et de sa conformité aux conditions relatives à la protection de l'environnement ainsi qu'à l'obligation de rapport sur la conformité contenues dans l'ordonnance MO-06-2010.

Kinder Morgan n'est pas un expéditeur qui offre des LGN pour transport. L'Office fournit des directives à Dome – et non à Kinder Morgan pour l'instant – en vertu du paragraphe 71(1) de la Loi sur la base de la demande de service sur le PWS présentée par NOVA.

L'Office prend acte également de la preuve de Dome selon laquelle le PWS est capable de fournir le service et devrait pouvoir le faire pendant longtemps. Le PWS doit quand même répondre aux exigences de la réglementation pour être réactivé et fonctionner en toute sécurité, notamment en obtenant une ordonnance en vertu de l'article 45 du RPT-99.

7.3.3 Fourniture d'installations suffisantes et convenables

Le paragraphe 71(3) de la Loi dispose que l'Office peut, dans l'intérêt public, ordonner à Dome de fournir des installations suffisantes et convenables pour la prestation du service sur le PWS. L'Office peut rendre une telle ordonnance s'il n'en résulte pas pour Dome un fardeau excessif.

Il a été clairement démontré que des modifications et des réparations aux installations existantes sont nécessaires pour fournir le service sur le PWS. Il se pourrait aussi que de nouvelles installations soient nécessaires. L'Office constate toutefois que les parties souhaitent avoir l'occasion de finaliser entre elles la demande de service de NOVA et de négocier des solutions économiques pour certaines installations.

L'Office a cerné trois catégories d'installations qui pourraient s'avérer nécessaires pour assurer le service : la bride de raccordement et la pompe; une station de comptage à l'entrée du PSW; et d'autres installations.

L'Office constate que Dome a enlevé la bride de raccordement et débranché la pompe. La bride de raccordement et la pompe sont toutes deux nécessaires pour que le service puisse être fourni sur le PSW. La bride de raccordement devrait être réinstallée si le PWS était réactivé, mais il serait mal avisé de la réinstaller si le PWS devait rester désactivé. La pompe, dite P-340, située sur le pipeline Cochin, la seule pompe raccordée au PWS, sert à l'alimentation du PWS. Kinder Morgan a reconnu qu'en cas de nécessité, la pompe pourrait être modifiée pour répondre aux besoins de service demandés par NOVA, et qu'elle se chargerait des coûts de modification de la pompe.

Il y a des compteurs à la sortie du pipeline Cochin. Toutefois, Dome a affirmé qu'elle avait besoin d'une nouvelle station de comptage en aval des collecteurs et plus près de l'entrée du PWS afin d'éviter que les pertes de volumes ne soient pas comptabilisées. L'Office reconnaît qu'il est prudent et nécessaire que les sociétés pétrolières s'assurent que les volumes reçus dans leurs pipelines et expédiés de leurs pipelines soient mesurés correctement. Dans ces circonstances toutefois, qui incluent une demande de service d'un seul expéditeur et un seul pipeline raccordé à l'entrée du PWS, il peut y avoir un certain nombre de solutions de rechange et d'options commerciales efficaces et à plus faible coût pour atténuer les pertes du réseau et les responsabilités. L'Office constate la volonté des parties de négocier sur cette question.

Le besoin de plusieurs autres installations et les coûts y afférents ont fait l'objet de discussions pendant le processus d'audience. Les positions de Kinder Morgan, NOVA et Dome concernant le besoin de nouvelles installations précises semblent avoir été polarisées aux premières étapes de l'audience. À la fin de la partie orale de l'audience, les parties ont convenu qu'il serait prudent de procéder à un examen plus approfondi et à des discussions entre elles avant de déterminer quels ajouts et modifications aux installations seraient nécessaires. L'Office accepte cette approche. Il encourage les parties à rechercher des solutions rentables, tel le partage des installations existantes, si cela est approprié et leur est acceptable.

En conclusion, en ce qui concerne la bride de raccordement et la pompe, l'Office ordonne à Dome de procéder au raccordement du pipeline Cochin au PWS au moment de la réactivation du PWS. Selon l'Office, le nouveau raccordement n'entraînera pas de fardeau excessif pour Dome. L'Office reconnaît que d'autres installations pourraient se révéler nécessaires mais il accepte le souhait des parties de déterminer quelles installations sont nécessaires pour accéder à la demande de service. D'après l'Office, la fourniture d'installations suffisantes et convenables n'entraînerait pas de fardeau excessif pour Dome, à condition que NOVA soit disposée à conclure une entente sur le financement d'installations.

L'Office constate que des approbations pourraient s'avérer nécessaires aux termes de l'article 58 de la Loi sur l'ONÉ pour la mise en place d'installations. En outre, Dome doit faire approuver une demande de réactivation du pipeline aux termes de l'article 45 du RPT-99.

7.4 Ententes commerciales et délai

L'Office juge que l'information sur l'entente d'utilisation et l'entente de contreprise est pertinente pour sa compréhension du contexte de la demande. Les ententes commerciales entre les parties ne limitent toutefois pas l'examen du dossier par l'Office, ni sa décision en l'espèce.

Pour mettre en œuvre le service sur le PWS, un tarif est nécessaire. Même si l'Office convient qu'il ne s'agit pas ici d'une instance sur le tarif, certains principes touchant le tarif ont été abordés. L'Office juge que les principes suivants sont des éléments indispensables au tarif : qu'il fournisse à Dome une occasion raisonnable de recouvrer les frais liés à la fourniture du service sur le PWS et qu'il reconnaisse les devoirs du PWS à titre de transporteur public.

L'Office constate qu'aucune des parties n'a demandé que Dome puisse déroger à ses devoirs à titre de transporteur public en vertu de la *Loi*. Généralement, lorsqu'un transporteur public fournit un service sous contrat avec une certaine forme d'expédition prioritaire, l'Office se demande si le statut de transporteur par contrat est maintenu. Dans l'ordonnance OH-2-97, l'Office a dit « qu'il serait possible d'adopter une grande variété de dispositions dans le but d'assurer qu'un oléoduc se conforme aux stipulations de l'article 71 de la *Loi* »¹⁰. Lorsque le service sous contrat est accompagné d'une certaine forme d'expédition prioritaire, généralement le transporteur public finance la nouvelle construction ou les modifications à ses installations. Dans le cas présent, toutefois, Dome a proposé de désactiver le pipeline.

10 Motifs de décision OH-2-97, Interprovincial Pipe Line Inc., Installations et conception des droits, décembre 1997

En ce qui touche la période de service initiale, l'Office fait observer qu'en août et septembre 2009, Dome a sollicité des expressions d'intérêt non exécutoires pour le transport de LGN entre Windsor et Sarnia. De plus, des avis ont été largement publiés dans neuf journaux à caractère local et national annonçant la tenue de l'audience publique. Toutefois, un seul expéditeur potentiel s'est présenté à la présente audience. Sur la base des faits présentés, l'Office est convaincu que le PWS conservera initialement son statut de transporteur public sans qu'un appel de soumissions ne soit lancé à ce moment-ci.

S'agissant des installations spécifiques en l'espèce, soit un seul point de livraison pour la demande initiale de service de NOVA, il n'existe pas d'autres points de livraison susceptibles d'attirer un expéditeur pour le service. Ainsi, ni la répartition ni le transport par lots ne sont des considérations pertinentes lorsque le PWS est réactivé pour un service allant jusqu'à 13 000 b/j. Toutefois, des appels de soumissions pourraient se révéler utiles pour répondre à de nouvelles demandes de service, à mesure que de nouveaux expéditeurs se manifestent ou que des points de livraison supplémentaires sont demandés. Pour que le PWS conserve le statut de transporteur public, le tarif doit définir les conditions devant permettre au PWS d'offrir le service à d'autres expéditeurs à d'autres points de service éventuels.

L'Office est convaincu que les parties ont exprimé la volonté et démontré l'adaptabilité nécessaire pour négocier des conditions justes et raisonnables. L'Office est en outre convaincu du sérieux de l'engagement de NOVA d'expédier des produits sur le PWS, comme le suggère sa volonté de signer une entente de financement d'installations et de payer, au besoin, le coût total du service. L'Office s'attend à ce que les parties aillent de l'avant et complètent les négociations sans tarder. L'Office ordonne en outre à Dome de déposer un tarif auprès de lui, avec des commentaires des expéditeurs éventuels sur le PWS indiquant s'il y a ou non entente entre les usagers dans le cadre de l'entente d'utilisation. L'Office ordonne que ce tarif soit déposé auprès de lui dans les trois mois suivant la date de délivrance de l'ordonnance qui accompagne la présente décision, et que Dome démontre en quoi le tarif satisfera aux principes établis ci-dessus.

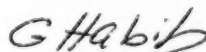
7.5 Conclusion

Pour les motifs susmentionnés, l'Office a ordonné à Dome de fournir le service en vertu du paragraphe 71(1), de raccorder les installations en vertu du paragraphe 71(3) et de déposer un tarif en vertu de la partie IV et de l'article 59 de la Loi. À la lumière de ces décisions, l'Office a annulé l'ordonnance MO-04-2009.

Chapitre 8

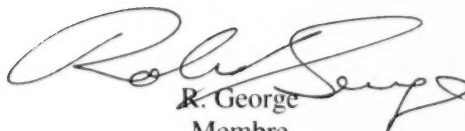
Dispositif

Les chapitres qui précèdent constituent nos motifs de décision relativement à la demande entendue devant l'Office au cours de l'instance MH-1-2009.



G.A. Habib

Membre présidant l'audience



R. George
Membre



L. Mercier
Membre

Calgary (Alberta)
Avril 2010

Annexe I

Lettre et ordonnance MO-04-2009 de l'Office

Dossier : OF-Fac-Oil-D128-2008-03 01

Le 10 février 2009

Madame Suzanne Boucher-Chen
Directrice, Affaires réglementaires, LGN
BP Canada Energy Company
240, 4^e Avenue S.-O.
C.P. 200
Calgary (Alberta) T2P 2H8
Fax : 403-233-1285

Demande de Dome NGL Pipeline Ltd. (Dome NGL) présentée en 2008 en vertu du paragraphe 44(1) du Règlement de 1999 sur les pipelines terrestres pour obtenir l'autorisation de désactiver le pipeline Windsor-Dow

Madame,

L'Office national de l'énergie a reçu une demande de Dome GNL en date du 23 décembre 2008 visant la désactivation du pipeline Windsor-Dow (le projet). Ce pipeline s'étend sur environ 133 kilomètres entre le terminal de Windsor (Ontario) et l'installation de stockage souterrain de Dow Chemical (l'emplacement de Dow), qui n'est plus en exploitation, située à Sarnia (Ontario)

¹. Par la suite, l'Office a reçu une lettre datée du 6 janvier 2009 de la part de M^c James H. Smellie, avocat de NOVA Chemicals Corporation (NOVA Chemicals).

L'Office prend acte de l'intention de Dome NGL de poursuivre les discussions avec les autres parties sur l'éventuelle réactivation du pipeline visé. NOVA Chemicals a fait savoir qu'elle avait entamé des pourparlers avec Dome NGL pour ce qui concerne le service par voie du projet et elle a demandé que l'Office et Dome NGL la tiennent informée de l'état de la demande de désactivation, y compris tout processus que l'Office pourrait créer pour traiter la demande.

Comme le pipeline est inactif depuis 12 mois, l'Office a décidé qu'il convient que le pipeline soit désactivé. Par conséquent, l'Office a délivré l'ordonnance MO-04-2009, qui a pour effet d'approuver le projet. Vous trouverez ci-joint l'ordonnance et l'annexe A qui l'accompagne, lesquelles exposent les détails du projet.

L'Office rappelle à Dome GNL Pipeline Ltd. qu'elle doit se conformer à l'article 45 du *Règlement de 1999 sur les pipelines terrestres* pour ce qui concerne la réactivation du pipeline.

¹ Sur le certificat d'utilité publique OC-52, le pipeline est appelé le pipeline Windsor-Sarnia, mais il est appelé le pipeline Windsor-Dow dans la demande et la présente lettre pour éviter qu'il soit confondu avec d'autres pipelines.

L'Office ordonne à Dome NLG de signifier une copie de la présente lettre et de l'ordonnance ci-jointe à toutes ses parties intéressées et, si leur nom ne paraît pas sur la liste, à M. David R. Tulk, à NOVA Chemicals, et à M^c James H. Smellie du cabinet Gowling Lafleur Henderson LLP.

Veuillez agréer, Madame, mes salutations distinguées.

La secrétaire de l'Office,

Claudine Dutil-Berry

Pièces jointes (ordonnance, annexe A)

ORDONNANCE MO-04-2009

RELATIVEMENT À la *Loi sur l'Office national de l'énergie* (la *Loi*) et à ses règlements d'application;

RELATIVEMENT À une demande de Dome NGL Pipeline Ltd., présentée en date du 23 décembre 2008 en vertu du paragraphe 44(1) du *Règlement de 1999 sur les pipelines terrestres* (RPT-99); demande déposée auprès de l'Office national de l'énergie dans le dossier OF-Fac-Oil-D128-2008-03 01.

DEVANT l'Office, le 10 février 2009.

ATTENDU QUE Dome NGL Pipeline Ltd. est le titulaire du certificat d'utilité publique OC-52 relativement au pipeline Windsor-Dow, ce dernier désigné pipeline Windsor-Sarnia sur le certificat;

ATTENDU QUE Dome NGL Pipeline Ltd., en date du 23 décembre 2008, a déposé, en vertu du paragraphe 44(1) du RPT-99, une demande de désactivation du pipeline visé par le certificat OC-52, qui s'étend sur environ 133 kilomètres entre le terminal de Windsor (Ontario) et l'installation de stockage souterrain de Dow Chemical (l'emplacement de Dow), qui n'est plus en exploitation, située à Sarnia (Ontario), à un coût estimatif de 150 000 \$ (le projet);

ATTENDU QUE l'information sur le projet est présentée à l'annexe A;

ATTENDU QUE, conformément à la partie III de la *Loi*, l'Office a examiné les questions environnementales associées au projet;

ATTENDU QUE l'Office a examiné la demande et juge qu'il est dans l'intérêt public d'accorder l'autorisation demandée;

IL EST ORDONNÉ que le projet soit approuvé aux termes du paragraphe 44(1) du RPT-99 sous réserve des conditions suivantes :

1. Dome NGL Pipeline Ltd. doit faire désactiver et entretenir le projet approuvé en conformité avec les devis, normes et autres renseignements mentionnés dans sa demande.
2. Dome NGL Pipeline Ltd. doit appliquer, ou faire appliquer, l'ensemble des programmes, politiques, pratiques, mesures d'atténuation, recommandations et procédures concernant la protection de l'environnement qui sont compris ou mentionnés dans sa demande et ses présentations connexes.
3. Dans les 30 jours suivant la date d'achèvement du projet approuvé, Dome NGL Pipeline Ltd. doit déposer auprès de l'Office, un avis, signé par un dirigeant de la société, confirmant que le projet approuvé a été réalisé conformément à toutes les conditions pertinentes de la présente ordonnance. Si la conformité avec l'une ou l'autre de ces conditions ne peut pas être confirmée, le dirigeant de la société doit en présenter la raison par écrit à l'Office. Le document déposé en application de la présente condition doit

inclure une déclaration confirmant que le signataire du document est un dirigeant de l'entreprise.

4. Sauf avis contraire donné par l'Office avant le 10 février 2010, la présente ordonnance expire le 10 février 2010 à moins que le projet n'ait commencé à cette date.

OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE

Claudine Dutil-Berry
Secrétaire de l'Office

ANNEXE A

Ordonnance MO-04-2009 de l'Office national de l'énergie

Dome NGL Pipeline Ltd.

Demande datée du 23 décembre 2008

Évaluée en application du paragraphe 44(1) du

Règlement de 1999 sur les pipelines terrestres

Demande d'autorisation de désactiver le pipeline Windsor-Dow

Dossier : OF-Fac-Oil-D128-2008-03 01

Caractéristiques

Type de construction	Désactivation
Longueur	133 km
Emplacement (extrémités)	Entre le sas de racleurs situé au terminal de Windsor (Ontario) exploité par BP Ressources, et le sas de racleurs à l'installation de stockage souterrain de Dow Chemical, qui n'est plus exploitée, située à Sarnia (Ontario)
Diamètre extérieur	323,9 mm (NPS 12)
Épaisseur de la paroi	5,8, 6,2, 7,5, 9,0 et 12,7 mm
Catégorie	386 MPa

Annexe II

Lettre de l'Office ayant pour objet de refuser la demande de sursis de Kinder Morgan

Dossier : OF-Fac-Oil-D128-2008-03 01

Le 30 juin 2009

M^c Peter J. Forrester
Avocat général adjoint
Kinder Morgan Group of Companies
Kinder Morgan Canada Inc.
300, 5^e Avenue S.-O., bureau 2700
Calgary (Alberta) T2P 5J2
Fax : 403-514-6622

M^c Parvez Khan
Jeffrey, Twyman LLP
Cabinet de droit de nature réglementaire
645, 7^e Avenue S.-O., bureau 2050
Calgary (Alberta) T2P 4G8
Fax : 403-532-7993

Demande de sursis à l'ordonnance MO-04-2009 concernant la désactivation du pipeline Windsor-Sarnia

Messieurs,

L'Office national de l'énergie a reçu en date du 12 mars 2009 une demande de Kinder Morgan Canada Company (Kinder Morgan) sollicitant un sursis à l'application de l'ordonnance MO-04-2009 de l'Office, laquelle autorise la désactivation du pipeline Windsor-Sarnia I. Par la suite, l'Office a invité les parties à lui adresser leurs observations sur la question de savoir si un sursis devrait être accordé : NOVA Chemicals Corporation s'est prononcée en faveur d'un sursis tandis que Dome NGL Pipeline Ltd. s'est prononcée contre. L'Office a reçu par la suite une réplique de Kinder Morgan. Compagnie pétrolière impériale Ltée a soumis un mémoire dans lequel elle se déclarait en faveur d'un sursis, mais l'a fait après la date limite.

Au vu de la preuve, l'Office a déterminé que Kinder Morgan n'a pas satisfait au critère en trois parties établi par la Cour suprême du Canada pour l'obtention d'un sursis à l'application de l'ordonnance MO-04-2009. L'Office juge que Kinder Morgan n'a pas démontré qu'elle subirait un préjudice irréparable si le sursis n'était pas accordé. L'Office rejette par la présente la requête de Kinder Morgan et met un terme au sursis provisoire accordé dans sa lettre du 20 mars 2009.

Si vous avez des questions concernant la présente, prière de communiquer avec Michelle Haug, avocate de l'Office, au 403-299-2707.

Veuillez agréer, Messieurs, mes salutations distinguées.

La secrétaire de l'Office,

Claudine Dutil-Berry

1 Dans la demande de désactivation initiale et l'ordonnance MO-04-2009, le pipeline est appelé le pipeline Windsor-Dow alors que sur le certificat d'utilité publique OC-52, il est appelé le pipeline Windsor-Sarnia.

2 RJR -- MacDonald Inc. v. Canada (Attorney General), [1994] 1 S.C.R. 311

Annexe III

Lettre de l'Office ayant pour objet d'accorder la demande de révision de Kinder Morgan

Dossier : OF-Fac-Oil-D128-2008-03 01

Le 30 juin 2009

M^e Peter J. Forrester
Avocat général adjoint
Kinder Morgan Group of Companies
Kinder Morgan Canada Inc.
300, 5^e Avenue S.-O., bureau 2700
Calgary (Alberta) T2P 5J2
Fax : 403-514-6622

M^e Parvez Khan
Jeffrey, Twyman LLP
Cabinet de droit de nature réglementaire
645, 7^e Avenue S.-O., bureau 2050
Calgary (Alberta) T2P 4G8
Fax : 403-532-7993

Demande de révision de l'ordonnance MO-04-2009 de l'Office concernant la désactivation du pipeline Windsor-Sarnia¹

Messieurs,

L'Office national de l'énergie a reçu en date du 31 mars 2009 une demande de Kinder Morgan Canada Company (Kinder Morgan) sollicitant diverses mesures, y compris une nouvelle audience sur la demande de désactivation susmentionnée, une demande de révision et de modification de l'ordonnance MO-04-2009 en vertu du paragraphe 21(1) de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* (la *Loi*) et une demande de service en vertu du paragraphe 71(1).

Demande de nouvelle audience

D'après le paragraphe 21(1) de la *Loi*, l'Office peut procéder à une nouvelle audition avant de statuer sur une demande. Étant donné que l'Office a déjà rendu une décision au sujet de la demande de désactivation faite par Dome, il n'est plus possible pour Kinder Morgan d'obtenir une nouvelle audience.

Demande de révision

Suivant le paragraphe 21(1) de la *Loi* et l'article 44 des *Règles de pratique et de procédure de l'Office national de l'énergie (1995)*, l'Office peut réviser une décision s'il juge que le bien-fondé de la décision a été mis en doute.

La demande de sursis à l'application de l'ordonnance MO-04-2009 soumise par Kinder Morgan et les mémoires de Dome NGL Pipeline Ltd. et de NOVA Chemicals Corporation traitaient de la signification de l'avis de demande de désactivation et des renseignements sur les

¹ Dans la demande de désactivation initiale et l'ordonnance MO-04-2009, le pipeline est appelé le pipeline Windsor-Dow alors que sur le certificat d'utilité publique OC-52, il est appelé le pipeline Windsor-Sarnia.

communications avec de tierces parties commerciales qui avaient été inclus dans la demande de désactivation de Dome. L'Office est d'avis que la demande de révision plutôt que la demande de sursis convient à l'étude de la question de la signification de l'avis. Il convient en outre de considérer les mémoires susmentionnés concernant les tierces parties commerciales comme faisant partie de la demande de révision.

Kinder Morgan a fait valoir qu'elle n'avait pas reçu d'avis de la demande de désactivation, mais elle reconnaît qu'une société affiliée, Kinder Morgan Cochin ULC, avait été avisée. Kinder Morgan ne nie pas l'affirmation de Dome selon laquelle elle a fait parvenir l'avis de demande de désactivation à la personne-ressource désignée par Kinder Morgan Energy Partners, L.P. (KMEP) et que KMEP représentait Kinder Morgan. L'avis de demande de désactivation n'a pas été porté à l'attention de Kinder Morgan en temps opportun. Ayant soigneusement examiné les mémoires, l'Office est d'avis que Kinder Morgan a reçu l'avis par voie de signification à la personne-ressource désignée par KMEP.

NOVA Chemicals affirme qu'elle n'a pas été avisée de la demande de désactivation. Elle a néanmoins pris connaissance de la demande et fait part de ses observations à l'Office. L'Office n'a pas reçu d'observations de Dome à ce sujet lorsqu'il a constaté ce fait, mais il est d'avis que Dome n'a pas subi de préjudice. L'Office estime que NOVA Chemicals a été entendue et qu'elle ne peut maintenant prétendre qu'elle n'a pas été avisée.

L'Office a également pris en considération les renseignements au sujet des communications avec les tierces parties commerciales figurant dans la demande de désactivation de Dome. De l'avis de l'Office, la demande de désactivation n'a pas fait état adéquatement des préoccupations non résolues qu'entretenaient les expéditeurs éventuels relativement au service sur le pipeline. Cela met en doute le bien-fondé de la décision prise par l'Office de délivrer l'ordonnance MO-04-2009. Étant donné que Kinder Morgan a présenté une preuve *prima facie*, l'Office prendra en considération la révision quant au fond.

Étapes suivantes de la prise en considération de la révision et de la demande de service

L'Office a l'intention de traiter dans le cadre d'une même procédure de la révision, de la demande présentée en vertu du paragraphe 71(1) et des autres mesures demandées, et fera connaître ses directives sur la procédure bientôt.

Si vous avez des questions concernant la présente, prière de communiquer avec Michelle Haug, avocate de l'Office, au 403-299-2707.

Veuillez agréer, Messieurs, mes salutations distinguées.

La secrétaire de l'Office,

Claudine Dutil-Berry,

Annexe IV

Liste des questions

1. Savoir si la désactivation du pipeline est conforme à l'intérêt public.
2. Savoir si le pipeline devrait être activé y compris, mais sans s'y limiter, les renseignements suivants :
 - a. la source d'approvisionnement et les marchés à desservir;
 - b. d'autres solutions économiquement viables pour la prestation du service;
 - c. l'incidence commerciale éventuelle du service demandé;
 - d. toute autre question d'intérêt public pertinente.
3. Les hydrocarbures ou autres produits de base qui seraient transportés par le pipeline.
4. Les installations et activités nécessaires à la réception, au transport et à la livraison de ces hydrocarbures ou autres produits de base par le pipeline, ainsi que leur coût.
5. Savoir si un fardeau excessif serait imposé à Dome si elle était tenue d'offrir des installations convenant à la réception, au transport et à la livraison de produits par le pipeline.
6. Les dispositions de financement, la méthode d'établissement des droits, les dispositions tarifaires et les autres conditions de service, dans l'éventualité où l'Office accèderait à la demande visant à contraindre à la prestation du service.
7. Les conditions dont devrait s'assortir toute approbation accordée.

Annexe V

Dispositions législatives

Loi sur l'Office national de l'énergie

21. (1) Sous réserve du paragraphe (2), l'Office peut réviser, annuler ou modifier ses ordonnances ou décisions, ou procéder à une nouvelle audition avant de statuer sur une demande.
59. L'Office peut prendre des ordonnances sur tous les sujets relatifs au transport, aux droits ou aux tarifs.
67. Il est interdit à la compagnie de faire, à l'égard d'une personne ou d'une localité, des distinctions injustes quant aux droits, au service ou aux aménagements.
71. (1) Sous réserve des règlements de l'Office ou des conditions ou exceptions prévues par celui-ci, la compagnie exploitant un pipeline destiné au transport du pétrole reçoit, transporte et livre tout le pétrole qui lui est offert pour transport par pipeline sans délai, avec le soin et la diligence voulus et conformément à ses pouvoirs.
71. (3) L'Office peut, s'il l'estime utile à l'intérêt public et juge qu'il n'en résultera pas un fardeau injustifié pour elle, obliger une compagnie exploitant un pipeline destiné au transport d'hydrocarbures, ou de tout autre produit aux termes d'un certificat délivré au titre de l'article 52, à fournir les installations suffisantes et convenables pour:
- a) la réception, le transport et la livraison des hydrocarbures ou de l'autre produit, selon le cas, offerts pour transport par son pipeline;
 - b) le stockage des hydrocarbures ou de l'autre produit;
 - c) le raccordement de sa canalisation à d'autres installations destinées au transport des hydrocarbures ou de l'autre produit.
74. (1) La compagnie ne peut, sans l'autorisation de l'Office :
- a) vendre, transférer ou donner à bail tout ou partie de son pipeline;
 - b) acheter ou prendre à bail un pipeline;
 - c) conclure un accord de fusion avec une autre compagnie;
 - d) cesser d'exploiter un pipeline.

Règlement de 1999 sur les pipelines terrestres

44. (1) La compagnie qui se propose de désactiver un pipeline ou une partie de pipeline pour une période de douze mois ou plus, qui a maintenu un pipeline ou une partie de pipeline en état de désactivation pendant une telle période ou qui n'a pas exploité un pipeline ou une partie de pipeline pendant la même période, présente à l'Office une demande de désactivation.
- (2) Elle précise dans la demande les motifs de la mesure en cause et les procédés utilisés ou envisagés à cet égard.
45. (1) La compagnie qui se propose de réactiver un pipeline ou une partie de pipeline qui a été désactivé pendant douze mois ou plus présente à l'Office une demande de réactivation.
- (2) Elle précise dans la demande les motifs de la réactivation et les procédés envisagés à cet égard.

Annexe VI

Opinions des parties sur les installations requises

Nouvelle installation de comptage au point de livraison du complexe Corunna ou dans ses environs

Dome a indiqué que la station de comptage de NOVA au complexe de Corunna est directement reliée au pipeline et qu'il n'y a pas de préoccupations en l'espèce relativement à d'éventuelles pertes de réseau non comptabilisées. Dome a ajouté qu'une nouvelle station de comptage ne serait peut-être pas nécessaire si les compteurs en place se révèlent acceptables pour la prestation du service nécessaire et s'il est possible de conclure un arrangement commercial avec NOVA pour l'utilisation des compteurs. Dome croyait qu'un tel arrangement était réalisable.

Selon Kinder Morgan, une nouvelle station de comptage ne serait pas nécessaire parce que la station actuelle a été utilisée avec succès par le passé pour les produits reçus par voie du PWS.

Nouvelle vanne de sectionnement de canalisation principale immédiatement en aval du complexe de Corunna

D'après la preuve de Dome, une nouvelle vanne de sectionnement de canalisation principale pourrait se révéler nécessaire immédiatement en aval du branchement latéral du complexe de Corunna si le PWS était mis en service d'acheminement continu du pipeline Cochin à Corunna. La nécessité d'installer la vanne découle des impératifs de sécurité de l'exploitation et de commande de transport du produit dans la canalisation. Au cours de la partie orale de l'audience, Dome a fait savoir que la vanne la plus près se trouve à environ trois à quatre kilomètres en aval. Une enquête sur le terrain sera nécessaire pour déterminer la nécessité d'une vanne de sectionnement supplémentaire à cet endroit.

Kinder Morgan a indiqué que l'évaluation de la nécessité d'une vanne de sectionnement sur la canalisation principale à cet endroit dépendrait de la proximité de la vanne de sectionnement suivante en aval du point de branchement de NOVA.

Détecteur de lots immédiatement en amont du complexe de Corunna

Dome NGL a signalé que selon le service fourni, un détecteur de lots pourrait être nécessaire en amont du point de réception de Corunna de NOVA. Ce détecteur serait nécessaire si le pipeline fonctionnait en mode de transport par lots. Kinder Morgan a indiqué que le détecteur de lots n'est pas nécessaire pour le service demandé étant donné qu'un seul produit serait visé par le service.

Remplacement des compteurs actuels au point d'aboutissement du PWS à l'installation de stockage Dow

Dome a souligné que le PWS dispose d'un poste de comptage à son terminal à l'installation de stockage Dow. Il serait nécessaire d'obtenir plus de renseignements sur le service à fournir et

d'évaluer les capacités et l'état des compteurs plus en détail avant de prendre toute décision quant au remplacement ou à la réparation des compteurs.

Kinder Morgan n'avait pas de commentaires à formuler étant donné qu'elle ne possède aucun renseignement sur l'emplacement de Dow.

Installations associées à la mise à disposition d'un nouveau point de réception sur le PWS au terminal de Windsor

Le point d'admission au PWS est raccordé uniquement aux installations du pipeline Cochin. Si d'autres expéditeurs désiraient se prévaloir de services sur le PWS au terminal de Windsor, d'importants ajouts aux installations seraient nécessaires. À ce stade-ci, aucune estimation des coûts ni aucun calendrier d'exécution n'ont été réalisés.

Kinder Morgan a dit que les coûts occasionnés aux cavernes de l'ISCW ne sont pas pertinents parce qu'ils ne sont pas des coûts du PWS.

Annexe VII

Ordonnance RO-MO-04-2009 de l'Office

ORDONNANCE RO-MO-04-2009

RELATIVEMENT À la *Loi sur l'Office national de l'énergie* (la *Loi*) et à ses règlements d'application;

RELATIVEMENT À l'ordonnance MO-04-2009, datée du 10 février 2009, autorisant la désactivation du pipeline Windsor-Sarnia (le PWS), aux termes du paragraphe 44(1) du *Règlement de 1999 sur les pipelines terrestres* (RPT-99), pipeline exploité par Dome NGL Pipeline Ltd. (Dome); demande déposée auprès de l'Office national de l'énergie dans le dossier OF-Fac-Oil-D128-2008-03 01.

RELATIVEMENT À une demande de révision déposée auprès de l'Office par Kinder Morgan Canada Company (Kinder Morgan) en date du 31 mars 2009, en vertu du paragraphe 21(1) de la *Loi*, dans le dossier OF-Fac-Oil-D128-2008-03 03.

DEVANT l'Office, le 23 mars 2010.

ATTENDU QUE Dome est le titulaire du certificat d'utilité publique (CUP) OC-52 délivré le 6 décembre 2007 relativement au PWS;

ATTENDU QUE Dome, en date du 23 décembre 2008, a déposé, en vertu du paragraphe 44(1) du RPT-99, une demande de désactivation du pipeline visé par le CUP OC-52, qui s'étend sur environ 133 kilomètres entre le terminal de Windsor (Ontario) et l'installation de stockage souterrain de Dow Chemical, qui n'est plus en exploitation, située à Sarnia (Ontario);

ATTENDU QUE l'ordonnance MO-04-2009 a été délivrée le 10 février 2009 relativement à la désactivation du PWS;

ATTENDU QUE Kinder Morgan a déposé, en date du 31 mars 2009, une demande de révision de l'ordonnance MO-04-2009;

ATTENDU QUE l'Office a décidé d'autoriser la révision au motif que le bien-fondé de la décision initiale a été mis en doute;

ATTENDU QUE l'Office a délivré l'ordonnance d'audience MH-1-2009 le 17 juillet 2009 et a examiné la preuve des parties à cet égard;

ATTENDU QUE l'Office a examiné la demande et estime qu'il est conforme à l'intérêt public d'annuler l'ordonnance MO-04-2009;

IL EST ORDONNÉ QUE, conformément au paragraphe 21(1) de la *Loi*, l'ordonnance MO-04-2009 soit annulée.

DÉLIVRÉE à Calgary, en Alberta, le 15 avril 2010.

OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE

Anne-Marie Erickson
Secrétaire de l'Office

Annexe VIII

Ordonnance MO-06-2010 de l'Office

ORDONNANCE MO-06-2010

RELATIVEMENT À la *Loi sur l'Office national de l'énergie* (la *Loi*) et à ses règlements d'application;

RELATIVEMENT À une demande présentée par Kinder Morgan Canada Company (Kinder Morgan) en vertu des paragraphes 71(1) et 71(3), et de l'article 59, de la *Loi*; demande déposée auprès de l'Office national de l'énergie dans le dossier OF-Fac-Gas-D128-2008-03 01.

DEVANT l'Office, le 23 mars 2010.

ATTENDU QUE Dome NGL Pipeline Ltd. (Dome) est le titulaire du certificat d'utilité publique (CUP) OC-52 délivré le 6 décembre 2007 relativement au pipeline Windsor-Sarnia (le PWS);

ATTENDU QUE Dome, en date du 23 décembre 2008, a déposé, en vertu du paragraphe 44(1) du *Règlement de 1999 sur les pipelines terrestres* (RPT-99), une demande de désactivation du pipeline visé par le CUP OC-52, qui s'étend sur environ 133 kilomètres entre le terminal de Windsor (Ontario) et l'installation de stockage souterrain de Dow Chemical, qui n'est plus en exploitation, située à Sarnia (Ontario);

ATTENDU QUE l'ordonnance MO-04-2009 a été délivrée le 10 février 2009 relativement à la désactivation du PWS;

ATTENDU QUE Kinder Morgan a déposé, en date du 31 mars 2009, une demande visant à obtenir, tel qu'il est décrit dans sa demande et sa preuve, ce qui suit, :

- une ordonnance obligeant Dome à recevoir, transporter et livrer des liquides de gaz naturel sur le PWS, jusqu'à concurrence de sa capacité, en application du paragraphe 71(1) de la *Loi*;
- une ordonnance obligeant Dome à fournir des installations suffisantes et convenables pour la réception de LGN sur le PWS, en application du paragraphe 71(3) de la *Loi*;
- une ordonnance enjoignant à Dome de déposer un tarif conformément à l'article 59 de la *Loi*.

ATTENDU QUE Kinder Morgan a modifié des aspects des mesures susmentionnées, tel qu'il est décrit dans sa preuve;

ATTENDU QUE Kinder Morgan n'a pas offert de pétrole pour transport, mais que NOVA Chemicals Corporation (NOVA) a demandé que Dome reçoive, transporte et livre des LGN par le truchement du PWS, en vertu du paragraphe 71(1) de la *Loi*;

ATTENDU QUE NOVA a demandé que Dome reçoive, transporte et livre des LGN sur le PWS, en vertu du paragraphe 71(1) de la *Loi*;

ATTENDU QUE l'Office a délivré l'ordonnance d'audience MH-1-2009 le 17 juillet 2009 et a examiné la preuve des parties à cet égard;

ATTENDU QUE le PWS est un transporteur public et que l'Office a déterminé qu'à ce titre, Dome doit transporter tout le pétrole, quelle qu'en soit l'origine, que le PWS est autorisé à transporter en vertu du CUP OC-52,

ATTENDU QUE l'ordonnance RO-MO-04-2009 a pour effet d'annuler l'ordonnance MO-04-2009;

IL EST ORDONNÉ QUE :

1. Dome doit recevoir, transporter et livrer les LGN que NOVA lui offre pour transport sur le PWS, conformément à l'obligation de Dome à titre de transporteur public, en application du paragraphe 71(1) de la *Loi*, aux conditions suivantes :
 - a. Dome doit effectuer la purge à l'azote et les travaux connexes conformément aux devis, aux normes et aux autres renseignements mentionnés dans sa demande de désactivation datée du 23 décembre 2008.
 - b. Dome doit appliquer, ou faire appliquer, l'ensemble des programmes, politiques, pratiques, mesures d'atténuation, recommandations et procédures concernant la protection de l'environnement qui sont compris ou mentionnés dans sa demande de désactivation et ses présentations connexes.
 - c. Au plus tard 30 jours après l'achèvement de la purge à l'azote et des travaux connexes, Dome doit déposer auprès de l'Office un avis, de la part d'un dirigeant de la société, confirmant que la purge à l'azote et les travaux connexes ont été achevés conformément à toutes les conditions pertinentes de la présente ordonnance. Si la conformité avec l'une ou l'autre de ces conditions ne peut pas être confirmée, le dirigeant de la société doit en présenter la raison par écrit à l'Office. Le document déposé en application de la présente condition doit inclure une déclaration confirmant que le signataire du document est un dirigeant de l'entreprise.
2. En ce qui concerne la bride de raccordement et la pompe, Dome, au moment de réactiver le PWS, doit raccorder de nouveau le pipeline Cochin au PWS, en application du paragraphe 71(3) de la *Loi*.
3. Dome doit déposer un tarif auprès de l'Office dans les trois mois suivant la date de délivrance de la présente ordonnance, conformément à la partie IV et à l'article 59 de la *Loi*.

DÉLIVRÉE à Calgary, en Alberta, le 15 avril 2010.

OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE

Anne-Marie Erickson
Secrétaire de l'Office

